



MUNICIPAL - P. Q.
 LE PERCEPTEUR DU
 REVENU PROVINCIAL
 445 ST-GABRIEL

Gazette officielle d' Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 9 DÉCEMBRE 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 9TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi,

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

"Appel Textiles Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1944, constituant en corporation: John Jacob Gotlieb, avocat, Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph H. Freedman, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, négocier et faire le commerce de couvertures, couvertures, tapis, frileuses, mantes, garnitures de chambre à coucher, descentes de bain, vêtements, bretelles, supports, nouveautés, marchandises sèches, jouets, articles électriques, menus objets, notions et articles semblables, parapluies, cannes, ornements, nécessaires de toilette, parfums, savon, caoutchouc, filés, tissus, coton, drap et dentelles et marchandises imperméables, chapeaux, formes de chapeaux, rayons, lainages, casquettes, fourrures, modes,

Letters Patent

"Appel Textiles Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1944, incorporating: John Jacob Gotlieb, advocate, Irene Rubin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Joseph H. Freedman, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, trade in and deal with bed spreads, robes, rugs, jackets, capes, bedroom sets, bath-room sets, wearing apparel, braces, suspenders, novelties, dry goods, toys, electrical goods, small wares, notions and similar articles, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, india rubber, tweeds, fabrics, cottons, cloth and laces and waterproof goods, hats, hat frames, rayons, woollens, caps, furs, millinery, under the name of "Appel Textiles Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars

sous le nom de "Appel Textiles Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7920 P. FRENETTE.

(\$20,000), divided into 400 shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7920-o Asst. Deputy Attorney General.

"Belmont Juniors' Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1944, constituant en corporation: Émile Hyman Sokoloff, gérant, Frank Kishner, comptable, Norma Anita Levitt, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et le négoce de manufacturiers, trafiquants, marchands en gros et en détail d'habits, de vêtements, robes, vêtements de sport et effets de toute sorte et description pour hommes, dames et enfants, et des blouses, ainsi que des marchandises sèches, garnitures de tailleurs, textiles, toutes sortes de tissus et généralement marchandises de drap et de coton et faire le commerce de fournitures de tailleur et de drapier, sous le nom de "Belmont Juniors' Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7921 P. FRENETTE.

"Belmont Juniors' Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1944, incorporating: Émile Hyman Sokoloff, manager, Frank Kishner, accountant, Norma Anita Levitt, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, jobbers, dealers wholesalers and retailers of men's, ladies' and children's wear, garments, dresses, sportwear and clothing of every kind and description and blouses and also in dry goods, tailors' trimmings, textiles, fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally and to carry on the business of tailors' outfitters and clothiers, under the name of "Belmont Juniors' Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7921-o Asst. Deputy Attorney General.

"Durable Industries Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1944, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, avocats, et Jack K. Field, marchand, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, distribuer et autrement faire le commerce de machines, outils, instruments et ustensiles, produits chimiques, articles nécessaires aux médecins, accessoires d'hôpitaux et de chambres de malades, parfums, articles de toilette et objets de fantaisie, appareils et instruments de chirurgie, scientifiques et électriques, cosmétiques, teintures, ciment, minéraux, savon, superphosphates, engrais, peinture, vernis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, alcools, marchandises en caoutchouc, articles en cuir, faïencerie, verrerie, objets en métal et ferronnerie, sacs en papier, boîtes, jarres, boîtes de conserves, et autres contenants ou réceptacles, et les matériaux desquels ils sont ou peuvent être faits et leurs ingrédients, sous le nom de "Durable Industries Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 2,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

"Durable Industries Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1944, incorporating: Benjamin L. Louis, Edward S. Berger, both advocates, and Jack K. Field, merchant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell, distribute and otherwise deal in machines, tools, implements, and utensils, chemicals, physicians', hospital and sick room supplies, perfumes, toilet articles and fancy goods, surgical, scientific, and electrical apparatus and equipment, cosmetics, dye stuffs, cement, minerals, soaps, superphosphates, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, alcohols, rubber goods, leather goods, crockery, glassware, metalware and hardware, paper bags, boxes, jars, cans, and other containers or receptacles, and the materials of which same are or may be made and their ingredients, under the name of "Durable Industries Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 2000 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7922 P. FRENETTE.

"Eight to Fourteen Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept octobre 1944, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore Prazoff et Abraham Feiner, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands, entrepreneurs et négociants de vêtements de toutes sortes et descriptions pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Eight to Fourteen Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sept octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7923 P. FRENETTE.

"Elman-Rapkin Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1944, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman, tous deux avocats, et Benjamin Rotblatt, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, et vendre en gros et en détail des robes et des vêtements de toute sorte et description pour femmes et jeunes femmes, importer et exporter des soieries, lainages, cotonnades et tissus similaires, sous le nom de "Elman-Rapkin Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7924 P. FRENETTE.

"Fit-Rite Tailors, Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1944, constituant en corporation: Reuben Woolf, Isadore I. Rosenberg, tous deux marchands, et Moses Feigenbaum, avocat, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses spécialités le commerce de détaillants de vêtements et lingerie de toutes sortes et descriptions;

Faire le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail et trafiquants de vêtements, marchandises sèches, fournitures de tailleurs, soieries, satins,

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7922-o Asst. Deputy Attorney General.

"Eight to Fourteen Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1944, incorporating: Albert Marcus, Isidore Prazoff and Abraham Feiner, all three advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business as manufacturers, merchants, contractors and jobbers of men's, women's and children's wearing apparel of all descriptions and kinds, under the name of "Eight to Fourteen Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7923-o Asst. Deputy Attorney General.

"Elman-Rapkin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1944, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman, both advocates, and Benjamin Rotblatt, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, and sell wholesale and retail women's and junior dresses and wearing apparel of all kinds and descriptions, to import and export silks, woollens, cottons and similar fabrics, under the name of "Elman-Rapkin Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7924-o Asst. Deputy Attorney General.

"Fit-Rite Tailors, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1944, incorporating: Reuben Woolf, Isadore I. Rosenberg, both merchants, and Moses Feigenbaum, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of retailer in clothing and wearing apparel of all kinds and descriptions in all its branches;

To carry on the trade of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry-goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textiles, fabrics of all

lainages, textiles, tissus de toutes sortes, drap et cotonnades en général; exercer tous ou aucun des commerces de marchands de marchandises sèches, fabricants de drap, fourreurs, merciers, bonnetiers, modistes, fabricants de manteaux, gantiers, fabricants de mantes, tailleurs, chapeliers, drapiers, fournisseurs, confectionneurs, joailliers, et faire toutes choses incidentes et nécessaires, appropriées et convenables relativement auxdits commerce ou affaires, sous le nom de "Fit-Rite Tailors, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7925 P. FRENETTE.

"Frank Roncarelli, Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1944, constituant en corporation: Mario E. Lattoni, Marcel Pigeon, tous deux avocats, et Lionel Lefebvre, commis, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, salle de rafraichissements et maison de pension, hôteliers débiteurs et marchands de vin, bière et spiritueux;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de vivres, denrées alimentaires, bonbons, épicerie et tous les articles de commerce appropriés à la consommation et conduire chacun de ces commerces comme grossistes ou détaillants, sous le nom de "Frank Roncarelli, Inc.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7926 P. FRENETTE.

"Gilmour Toy Manufacturing Company, Incorporated"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1944, constituant en corporation: Moses Feigenbaum, David L. Cahana, tous deux avocats, et Arthur Neville Gilmour, marchand, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'importateurs, exportateurs, marchands en gros et en détail, manufacturiers et trafiquants de jouets, nouveautés, souvenirs et menus objets, marchandises sèches et parfums, et tous matériaux requis pour la fabrication des objets susdits, et faire toutes choses incidentes et nécessaires, appropriées ou convenables relativement auxdits commerce ou affaires, sous le nom de "Gilmour Toy Manu-

kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the trade of dry-goods merchants, cloth manufacturers, furriers, haberdashers, hosiers, dressmakers, cloak makers, glovers, mantel makers, tailors, hatters, clothiers, furnishers, outfitters, jewellers, and to do all things incidental and necessary, suitable or convenient to be done in connection with the said trade or business, under the name of "Fit-Rite Tailors, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7925-o Asst. Deputy Attorney General.

"Frank Roncarelli, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with Section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1944, incorporating: Mario E. Lattoni, Marcel Pigeon, both advocates, and Lionel Lefebvre, clerk, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants;

To manufacture, buy, sell and deal in foods, food preparations, candy confectionery, groceries and all the articles of commerce suitable for consumption and to conduct each and every of such business as wholesalers or retailers, under the name of "Frank Roncarelli, Inc.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 common shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7926-o Asst. Deputy Attorney General.

"Gilmour Toy Manufacturing Company, Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1944, incorporating: Moses Feigenbaum, David L. Cahana, both advocates, and Arthur Neville Gilmour, merchant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade of importers, exporters, wholesale and retail dealers, manufacturers and jobbers, in toys, novelties, souvenirs, small wares, dry goods and perfumes, and all materials required to manufacture the above, and to do all things incidental and necessary, suitable or convenient to be done in connection with the said trade or business, under the name of "Gilmour Toy Manufacturing Company, Incor-

facturing Company, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7927 P. FRENETTE.

"H. & J. Willit Co. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six octobre 1944, constituant en corporation: Segfried Hinson Read Bush, avocat, Eva Thelma Norman et Louise Moquin, sténographes, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Assurer le service, nettoyer, réparer ou ajuster des bouilloires de marine, bouilloires d'industrie, réservoirs à emmagasinage, ou moteurs et tous autres articles ou appareils semblables, contenants ou récipients, dans les bateaux, l'industrie et les maisons, sous le nom de "H. & J. Willit Co. Ltd.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-six octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7928 P. FRENETTE.

"Laurentide Novelty Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Charles LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt octobre 1944, constituant en corporation: Thomas Tansy, Nathan Levitsky, tous deux avocats, et Anne Sterlin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des jouets, nouveautés et menus objets de toutes sortes et descriptions;

Manufacturer des portefeuilles, porte-monnaie, articles en cuir, articles en plastique et spécialités de publicité.

Manufacturer des vêtements de toutes sortes pour enfants, sous le nom de "Laurentide Novelty Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7929 P. FRENETTE.

"Local Salvage Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

porated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7927-o Asst. Deputy Attorney General.

"H. & J. Willit Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1944, incorporating: Segfried Hinson Read Bush, advocate, Eva Thelma Norman and Louise Moquin, stenographers, spinsters, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To service, clean, repair or adjust marine boilers, industrial boilers, storage tanks, or engines and other like articles or apparatus, containers or receptacles, in ships, in industry and in households, under the name of "H. & J. Willit Co. Ltd.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7928-o Asst. Deputy Attorney General.

"Laurentide Novelty Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Charles LaRichelière, in conformity with section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1944, incorporating: Thomas Tansy, Nathan Levitsky, both advocates, and Anne Sterlin, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture toys, novelties, and smallware of all kinds and descriptions;

To manufacture pocketbooks, wallets, leather goods, plastic goods, and advertising specialties;

To manufacture children's clothing of all kinds, under the name of "Laurentide Novelty Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 1000 common shares of a par value of ten dollars (\$10) each and 1000 preferred shares of a par value of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7929-o Asst. Deputy Attorney General.

"Local Salvage Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1944, constituant en corporation: Jacob Harold Blumenstein, avocat, Nathan Fish, notaire, Irene Rubin, tous trois de la cité de Montréal, et Alice Axelrod, de la cité d'Outremont, les deux dernières filles majeures, sténographes, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de récupération de produits et d'articles de rebut, manufacturer et faire le commerce de bouteilles, du papier, des métaux, ferraille, charbon, bois et matières textiles, et manufacturer et faire le commerce de tous matériaux requis et les vendre et autrement faire le commerce de tels articles manufacturés, ou tous accessoires d'iceux, sous le nom de "Local Salvage Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7930 P. FRENETTE.

"Maisonneuve Coupons Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt octobre 1944, constituant en corporation: John Jacob Gotlieb, avocat, Irene Rubin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Joseph H. Freedman, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à vendre en gros et en détail, ou l'un ou l'autre, des soieries, lainages, cotonnades, rayons, doublures, marchandises sèches, couvre-lits, rideaux, draperies ou aucun d'eux;

Acheter, acquérir et prendre possession comme une industrie en exploitation les commerce et entreprise ci-devant exercés en la cité de Montréal à 3892 est, rue Ontario par Maisonneuve Coupon Reg'd, avec tous ou aucun des biens et obligations d'icelle et les payer en actions entièrement acquittées ou en argent, sous le nom de "Maisonneuve Coupons Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 400 actions de cinquante dollars (\$50) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7931 P. FRENETTE.

"Material & Supply Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt octobre 1944, constituant en corporation: Arthur Corbin, rentier, Paul Corbin, agent, et Rosette Corbin, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, faire le commerce, utiliser et disposer, soit en gros ou en détail, de matériaux, accessoires et outillage pour

Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1944, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, advocate, Nathan Fish, notary, Irene Rubin, all three of the City of Montreal, and Alice Axelrod, of the City of Outremont, the two latter spinsters, stenographers, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of salvage of waste products and articles, to manufacture and deal in bottles, papers, metals, junk, coal, wood and textiles, and to manufacture and to deal in all materials required for the same and to sell and otherwise deal in such manufactured articles, or any accessory thereof, under the name of "Local Salvage Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Asst. Deputy Attorney General.

"Maisonneuve Coupons Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1944, incorporating: John Jacob Gotlieb, advocate, Irene Rubin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, and Joseph H. Freedman, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of selling wholesale and retail, or either, silks, woollens, cottons, rayons, linings, dry goods, bedspreads, curtains, draperies, or any of them;

To purchase, acquire and take over as a going concern the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal at 3892 Ontario Street East by Maisonneuve Coupon Regd, with all or any of the assets and liabilities thereof and to pay for same in fully paid shares or in cash, under the name of "Maisonneuve Coupons Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 400 shares of fifty dollars (\$50) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Asst. Deputy Attorney General.

"Material & Supply Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1944, incorporating: Arthur Corbin, annuitant, Paul Corbin, agent, and Rosette Corbin, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To produce, manufacture, buy, sell, import export, or otherwise acquire, to deal in, use and dispose of whether wholesale or retail, materials, accessories and equipment for all kind of cons-

toutes sortes de constructions et faire le commerce ou la fabrication de tous autres articles de même nature ou semblables aux articles susdits ou à aucun d'iceux ou s'y rattachant;

Faire le commerce de bois sous toutes ses formes et dans toutes ses spécialités, comme manufacturiers, marchands en gros et en détail;

Agir comme entrepreneurs ou constructeurs de chemins, ponts, écluses et faire en général tous travaux sur chemins, sous le nom de "Material & Supply Company Limited", avec un capital total de dix-neuf mille cinq cent dollars (\$19,500), divisé en 195 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7932 P. FRENETTE.

"Mutual Steel and Metals Corporation"

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1944, constituant en corporation: Nathan Messer, Louis Goldberg, comptables, et Mademoiselle Maxine Messer, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, négocier, importer et exporter et faire le commerce de métaux ferreux et non-ferreux neufs et usagés, ainsi que les produits du bois, et de toutes sortes de bouteilles, verres, articles en verre, ferraille, chiffon, caoutchouc et objets de rebut, sous le nom de "Mutual Steel and Metals Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 2,000 actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf octobre 1944.

L'Assistant-procureur général suppléant,
7933 P. FRENETTE.

"Snowdon Garage Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1944, constituant en corporation: Gerald MacPherson Almond, Paul Galt Michaud, tous deux avocats, et Jacqueline Bastien, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'automobiles, voitures automobiles, motocyclettes, camions automobiles et toutes sortes de voitures automobiles soit pour fins de promenade ou de commerce et mus soit par la gazoline ou tout substitut d'icelle ou par l'électricité, sous le nom de "Snowdon Garage Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le vingt-cinq octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7934 P. FRENETTE.

tructions and to carry on business or fabricating of all other articles of same nature of analogous to aforesaid articles or to any of them or connected therewith;

To carry on the lumber business under all its forms and under all its branches, as manufacturers, wholesale and retail, merchants:

To act as contractors and builders of roads, bridges, sluices and to do any road work in general, under the name of "Material & Supply Company Limited", with a total capital stock of nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500), divided into 195 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7932-o Asst. Deputy Attorney General.

"Mutual Steel and Metals Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1944, incorporating: Nathan Messer, Louis Goldberg, accountants, and Miss Maxine Messer, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, trade in, import and export and deal in all kinds of new and second-hand ferrous and non-ferrous metals, as well as wood products, and all kinds of bottles, glass, glassware, junk, rags, rubber and waste material, under the name of "Mutual Steel and Metals Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 2,000 shares of ten dollars (\$10) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7933-o Asst. Deputy Attorney General.

"Snowdon Garage Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1944, incorporating: Gerald MacPherson Almond, Paul Galt Michaud, both advocates, and Jacqueline Bastien, spinster, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in automobiles, motor cars, motor cycles, auto trucks and all kinds of motor vehicles whether used for pleasure or commercial purposes and whether driven by gasoline or any substitute therefor or by electricity, under the name of "Snowdon Garage Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
7934-o Asst. Deputy Attorney General.

"Norman Investment Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept octobre 1944, constituant en corporation: John J. Wasserman, Samuel Chait, tous deux avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire, diriger et se livrer, de toute manière que ce soit, à des opérations et fonctions d'une compagnie de contrôle et de placements, sous le nom de "Norman Investment Corporation", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en 490 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-sept octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7935 P. FRENETTE.

"Norman Investment Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1944, incorporating: John J. Wasserman, Samuel Chait, both advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business, and activities of a holding and investment company, under the name of "Norman Investment Corporation", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into 490 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Asst. Deputy Attorney General.

"St. Louis Fashions Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1944, constituant en corporation: David Coveler, Lewis K. Freedman, tous deux avocats, et Benjamin Rotblatt, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre en gros et en détail des robes et des vêtements de toute sorte et description pour femmes et jeunes femmes, importer et exporter des soieries, lainages, contonnades et tissus similaires, sous le nom de "St. Louis Fashions Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en 200 actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf octobre 1944.

L'assistant-procureur général suppléant,
7936 P. FRENETTE.

"St. Louis Fashions Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1944, incorporating: David Coveler, Lewis K. Freedman, both advocates, and Benjamin Rotblatt, accountant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell wholesale and retail women's and junior dresses and wearing apparel of all kinds and descriptions, to import and export silks, woollens, cottons and similar fabrics, under the name of "St. Louis Fashions Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into 200 shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1944.

P. FRENETTE,
Asst. Deputy Attorney General.

Avis divers

"MORTGAGE AND DISCOUNT CORPORATION OF CANADA"

Règlement II

(a) Nombre des directeurs et quorum

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de quatre directeurs, dont deux formeront quorum pour la négociation des affaires."

Le soussigné certifie que le règlement amendé susdit réduisant de six à quatre le nombre des directeurs, et dont copie certifiée sous le sceau de la compagnie a été déposée chez le procureur général, a été adopté à l'unanimité par les directeurs de la compagnie "Mortgage and Discount Corporation of Canada" et approuvé à l'unanimité par le vote de toutes les actions représentées

Miscellaneous Notices

"MORTGAGE AND DISCOUNT CORPORATION OF CANADA"

By-Law II

(a) Number of Directors and quorum

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four Directors, of whom two shall form a quorum for the transaction of business."

The undersigned certifies that the above amended By-law reducing the Directors from six to four, of which copy certified under the seal of the company has been deposited with the Attorney General, was unanimously adopted by the Directors of Mortgage & Discount Corporation of Canada and unanimously approved by the vote of all the shares represented by the share-

par les actionnaires présents, à une assemblée générale convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 2 novembre 1944, au bureau-chef de la compagnie à Montréal, le tout tel qu'exigé par la loi.

En foi de quoi ce certificat est par les présentes donné sous ma signature et certifié par le sceau de la compagnie, ce vingt et un novembre, dix-neuf cent quarante-quatre.

[Sceau]

Le secrétaire,

7939 (Signé) G. C. PAPINEAU-COUTURE.

"AMERICAN PAPER BOX CO. LIMITED"

Règlement N° 27

Attendu qu'il est jugé nécessaire de diminuer le nombre des directeurs de la compagnie de six à cinq;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie;

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en diminuant le nombre de ses directeurs de six à cinq;

Et que les règlements Nos 7 et 26 de la compagnie soient amendés pour s'y conformer.

Daté ce vingt-cinquième jour de septembre, mil neuf cent quarante-quatre.

Le président,

A. FOGEL.

Le secrétaire,

H. H. FOGEL.

7940

"LA CIE GAGNON LIMITÉE"

Extrait du procès-verbal de l'assemblée du conseil d'administration de la La Cie Gagnon Limitée tenue à Roberval le 5 octobre 1944 à midi. Tous les directeurs étaient présents.

Règlement N° 4

augmentant le nombre des directeurs.

Sur motion dûment secondée et adoptée unanimement, le règlement suivant est décrété:

L'article 3 du chapitre III des règlements généraux N° 1 qui se lit comme suit:

"Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration composé de trois directeurs"

est amendé et remplacé par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront gérées par un conseil d'administration composé de cinq directeurs".

et que les actionnaires soient et sont convoqués en assemblée générale spéciale pour donner leur avis au sujet de ce règlement.

Décrété, ce 5 octobre 1944.

[Sceau]

Le président,

OZIAS GAGNON.

Le secrétaire,

PAUL SÉNÉCAL.

7941-o

VILLAGE DE CHANDLER

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que le Village de Chandler dans le comté de Gaspé, se propose de faire faire un barrage pour fins d'aqueduc, pour l'emmagasinement en toute saison des eaux de la rivière Valpy, aux lots 37 et 38, rang II, seigneurie de Pabos, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et

holders present at a special general meeting called for considering the said By-law and held on November 2nd, 1944, at the head office of the Company in Montreal, the whole as required by law.

In witness whereof the present certificate is hereby given under my hand and attested by the Company's seal on this twenty-first day of November, nineteen hundred and forty-four.

[Seal]

(Signed) G. C. PAPINEAU-COUTURE,

7939-o

Secretary.

"AMERICAN PAPER BOX CO. LIMITED"

By-Law No. 27

Whereas it is expedient to decrease the number of Directors of the Company from six to five;

Now therefore be it enacted as a By-law of the Company;

That the number of Directors of the Company be varied by decreasing the number of such Directors from six to five;

And that By-laws No. 7 and 26 of the Company be amended to accord therewith.

Dated this twenty-fifth day of September, nineteen hundred and forty-four.

A. FOGEL,

President.

H. H. FOGEL,

Secretary.

7940-o

"LA CIE GAGNON LIMITÉE"

Excerpt from the minutes of a meeting of the Board of Directors of "La Cie Gagnon Limitée" held at Roberval, on October 5th, 1944, at noon. All the directors being present.

By-law No. 4

increasing the number of directors.

Upon its being moved, duly seconded and unanimously adopted, the following by-law is ordained:

Article 3 of chapter III of general by-laws No. 1, reading as follows:

"The business of the company will be managed by a Board composed of three Directors"

is amended and replaced by the following:

"The business of the company will be managed by a Board composed of five Directors."

and that the shareholders be and they are called to a special general meeting to give their advice respecting this by-law.

Ordnained, October 5th, 1944.

[Seal]

OZIAS GAGNON,

President.

PAUL SÉNÉCAL,

Secretary.

7941

VILLAGE OF CHANDLER

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that the Village of Chandler in the county of Gaspé, intends to execute the following work: a dam for waterworks, to store at all seasons the waters of Valpy river, on lots 37 and 38, 2nd Range, Seigniorie of Pabos, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to

d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains, qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé à Percé.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire-trésorier,
WILBROD LUCAS.

7942-o

Canada, Province de Québec

VILLE DE QUÉBEC-OUEST

Règlement N° 200

Pour fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Québec-ouest.

A une séance spéciale du Conseil municipal de la ville de Québec-ouest, tenue dans la salle du conseil, Hôtel de ville, ville de Québec-ouest, jeudi, le 24 août 1944, à laquelle furent présents les échevins Eliézer Giguère, Alphonse Turcotte, Ulfrand Bernatchez, Albert Gauvin et Camille Plante, sous la présidence de Son Honneur le maire Ludger Bélanger, formant quorum, soit la majorité des membres du conseil, le présent règlement est adopté.

Attendu les pouvoirs donnés à la municipalité par la Législature Provinciale à sa dernière session :

Il est ordonné et statué par règlement du conseil municipal de la ville de Québec-ouest et ledit Conseil ordonne et statue comme suit, savoir :

1. Sujet à l'approbation de la majorité des électeurs ayant voté à un referendum tenu à cette fin, la durée des fonctions du maire et des échevins de la municipalité, à compter des élections générales suivant l'adoption du présent règlement, sera de trois ans.

2. Lors de la votation aux élections générales d'octobre 1944, le présent règlement sera soumis par referendum à l'approbation des électeurs;

3. Le vote à ce referendum sera pris au scrutin suivant les dispositions de la Loi des cités et villes régissant les élections dans la municipalité, en autant qu'elles sont susceptibles d'application;

4. Advenant cependant qu'il n'y aurait pas de votation le 2 octobre 1944 par le fait que tous les membres du conseil municipal seraient élus par acclamation à l'appel nominal du 25 septembre 1944, ledit referendum sera tenu les 2, 3 et 4 octobre 1944, de 8 heures du matin à 5 heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, suivant les dispositions de la Loi des cités et villes.

5. La liste des électeurs pour les fins d'un tel referendum sera celle prévue par la loi des cités et villes.

6. Le bulletin de vote sera dans la forme suivante :

ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work or of the improvement, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Gaspé at Percé.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

WILBROD LUCAS,
Secretary-Treasurer.

7942-o

Canada—Province of Quebec

TOWN OF QUEBEC-WEST

By-law No. 200

To fix to three years the term of office of the mayor and aldermen of the town of Quebec-West.

At a special meeting of the municipal Council of the town of Quebec-West, held in the Council room, Town Hall, town of Quebec-West, on Thursday, the 24th of August, 1944, at which were present Aldermen Eliézer Giguère, Alphonse Turcotte, Ulfrand Bernatchez, Albert Gauvin and Camille Plante, with His Honour the Mayor Ludger Bélanger presiding, forming quorum, namely the majority of the members of the Council, the present by-law was adopted.

Whereas the powers conferred on the municipality by the Provincial Legislature at its last session :

It is enacted and ordered by by-law of the municipal Council of the town of Quebec-West and the said Council orders and enacts as follows, to wit :

1. Subject to the approval of the majority of electors having voted at a referendum held for such purpose, the term of office of the mayor and aldermen of the municipality, from and after the general elections following the adoption of the present by-law, will be three years.

2. At the polling of the general elections of October, 1944, the present by-law will be submitted by referendum to the approval of the electors;

3. The vote at this referendum will be taken by poll according to the provisions of the Cities and Towns Act governing elections in the municipality, in so far as they are capable of being applied;

4. However, in the event of there being no polling on the 2nd of October, 1944 due to all the members of the Council being elected by acclamation on nomination day the 25th of September, 1944, the said referendum will be held on the 2nd, 3rd and 4th of October, 1944, from 8 o'clock in the forenoon to 5 o'clock in the afternoon, at the Town Hall, in conformity with the provisions of the Cities and Towns Act.

5. The list of electors for such referendum will be the list prescribed by the Cities and Towns Act.

6. The Ballot-paper will be in the following form :

Ville de Québec-Ouest Town of Quebec-West	Referendum 1944	-	OUI - YES
		Êtes-vous en faveur de fixer à trois ans la durée des fonctions du maire et des échevins de la ville de Québec-Ouest ? Are you in favor of fixing to three years the term of office of the mayor and the aldermen of the town of Quebec-West ?	NON - NO

(verso du Bulletin)—(Ballot-paper verso).

NO Cahier de votation Poll Book	No. 1.	<div style="border: 1px solid black; width: 100%; height: 100%;"></div>
		Initiales du Président Initials of presiding officer.

7. L'électeur donnera son vote en faisant avec un crayon une croix sur le côté droit du bulletin, vis-à-vis des mots "oui" ou "non", suivant qu'il approuve ou désapprouve la question posée.

8. Le présent règlement entrera en vigueur suivant la loi, quant à la tenue du referendum et la façon dont il sera tenu; mais quant à la durée des fonctions du maire et des échevins, il n'entrera en vigueur qu'après son approbation par referendum.

Le Maire,
LUDGER BÉLANGER.
Le Greffier,
G. ROULEAU.

Canada, Province de Québec

VILLE DE QUÉBEC-OUEST

Règlement N° 201

Amendement au règlement numéro 200

A une séance régulière ajournée du Conseil municipal de la ville de Québec-Ouest, tenue dans la salle du conseil, Hôtel de ville, ville de Québec-ouest, mercredi, le 13 septembre 1944, à laquelle furent présents les échevins Omer Chabot, Éliézer Giguère, Alphonse Turcotte, Ulfrand Bernatchez, Albert Gauvin, Ferdinand Côté et Camille Plante, sous la présidence de Son Honneur le maire Ludger Bélanger, formant quorum, soit tous les membres du conseil, il fut résolu:

Il est ordonné et statué par règlement du conseil municipal de la Ville de Québec-Ouest et ledit Conseil ordonne et statue comme suit, savoir:

7. The elector shall vote by placing a cross, in pencil, on the right side of the ballot-paper, opposite the words "yes" or "no", according to his approval or disapproval of the question asked.

8. The present by-law will come into force according to Law, as regards the holding of the referendum and the manner in which it will be held; but as regards the term of office of the mayor and aldermen, this shall come into force only after its approval by the referendum.

LUDGER BÉLANGER,
Mayor.
G. ROULEAU,
Clerk.

Canada—Province of Quebec

TOWN OF QUEBEC-WEST

By-Law No. 201

Amendment to By-Law No. 200

At a regular adjourned meeting of the municipal Council of the Town of Quebec-West, held in the Council room, Town Hall, Town of Quebec-West, on Wednesday, the 13th of September, 1944 at which were present aldermen Omer Chabot, Éliézer Giguère, Alphonse Turcotte, Ulfrand Bernatchez, Albert Gauvin, Ferdinand Côté and Camille Plante, with His Honour the Mayor Ludger Bélanger presiding, forming quorum, namely all the members of the Council, it was resolved:

It is ordered and enacted by by-law of the municipal Council of the Town of Quebec-West and the said Council orders and enacts as follows, to wit:

Que le règlement numéro 200 soit amendé comme suit:

"Le paragraphe 4 dudit règlement numéro 200 est abrogé".

Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

Le Maire,
LUDGER BÉLANGER.
Le Greffier,
G. ROULEAU.

Les règlements nos. 200 et 201 du conseil de la ville de Québec-ouest ont été approuvés par le Lieutenant-gouverneur en conseil en date du 23 novembre 1944 et ils sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* sous l'autorité de l'article 173a de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1941, ch. 233 et 8 Geo. VI, ch. 39, s. 2).
7943-o

"LA CIE DE DÉVELOPPEMENT DE VICTORIAVILLE
LIMITÉE"
"VICTORIAVILLE DEVELOPMENT COMPANY
LIMITED"

Règlement N° 4

(concernant l'augmentation du nombre des directeurs)

"Sur proposition unanimement adoptée, il est résolu que, dans l'intérêt de la Compagnie et pour la meilleure administration de ses affaires, le nombre des membres de son Conseil d'Administration soit porté de trois (3) à sept (7) membres."

Le secrétaire,
P.-E. BERGERON. 7958-o

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat National des Employés du Commerce de gros de Chicoutimi", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 6 novembre 1944.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chicoutimi, district de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 7960-o

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Commission scolaire d'Authier, comté d'Abitibi

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 4 février 1940, ont été tirées au sort:

Nos C-16, 27, 29 et 55.

Les dites obligations seront remboursables le 1er février 1945, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le secrétaire-trésorier,
ALBERT DUMAS. 7961-o

That By-Law number 200 be amended as follows:

"Paragraph 4 of said by-law number 200 is revoked".

The present by-law will come into force according to Law.

LUDGER BÉLANGER,
Mayor.
G. ROULEAU,
Clerk.

By-laws Nos 200 and 201 of the Council of the town of Quebec-West have been approved by the Lieutenant-Governor in Council under date the 23rd of November, 1944, and they have been published in the *Quebec Official Gazette* under authority of section 173a of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chap. 233 and 8 Geo. VI, chap. 39, s. 2).
7943

"LA CIE DE DÉVELOPPEMENT DE VICTORIAVILLE
LIMITÉE"
"VICTORIAVILLE DEVELOPMENT COMPANY
LIMITED"

By-law No. 4

(respecting the increase in the number of Directors)

Upon a motion unanimously adopted, it is resolved that, in the interest of the company and for the better management of its business, the number of members of its Board of Directors be increased from three (3) to seven (7) members.

P. E. BERGERON,
Secretary. 7958

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat National des Employés du Commerce de gros de Chicoutimi" for the study, defence and promotion of the economic social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 6th, 1944.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chicoutimi, district of Chicoutimi.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 7960

DRAWING OF BONDS

School Commission of Authier, County of Abitibi

The following bonds, issued under the resolution of the 4th of February, 1940, were drawn by lots:

Nos. C-16, 27, 29, 55.

The said bonds will be redeemable on the 1st of February 1945, the date upon which they shall cease to bear interest.

ALBERT DUMAS,
Secretary-Treasurer. 7961-o

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 232018. Dame Marilda Guitard, de la cité et du district de Montréal, femme commune de biens de Hector Pearson, demanderesse; vs Hector Pearson, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, N° 232018. Dame Marilda Guitard, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Hector Pearson, plaintiff; vs Hector Pearson, of the City and District of Montreal, defendant.

La demanderesse a intentée ce jour contre le défendeur une action en séparation de biens.
Montréal, le 28 novembre 1944.

Le procureur de la demanderesse,
MAX BERNFELD, C.R.,
1117 rue Ste. Catherine ouest,
Montréal.
7959-0

Plaintiff has this date instituted against the Defendant an action in separation as to property.
Montreal, 28th November 1944.

MAX BERNFELD, K.C.,
Attorney for Plaintiff,
1117 St. Catherine West,
Montreal.
7959-0

Charte—Abandon de

"CLUB CORONET CORPORATION"

Avis est, par les présentes donné que la Compagnie "Club Coronet Corporation" s'adressera au Procureur Général de la Province pour obtenir l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

Signé et fait à Montréal, ce trentième jour de novembre mil neuf cent quarante-quatre.

Le Secrétaire,
ROLAND PINARD.
7946-0

Charter—Surrender of

"CORONET CLUB CORPORATION"

Notice is hereby given that the Company known as "Coronet Club Corporation" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter and its cancellation after such date as he may deem fit to determine.

Made and signed at Montreal, this thirtieth day of November, Nineteen hundred and forty-four.

ROLAND PINARD,
Secretary.
7946-0

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que "The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec", une secte protestante, s'adressera à l'Assemblée Législative et au Conseil Législatif de la province de Québec, à leur prochaine session, pour obtenir la passation d'une Loi la constituant en corporation comme un corps ecclésiastique politique et incorporé aux fins d'établir des congrégations dans ladite Province, pour exercer un travail religieux conformément aux principes et croyances de ladite secte, et donner à ladite secte le droit de rédiger des actes d'état civil et garder des registres de ces actes.

La loi qui sera présentée contiendra les privilèges habituellement accordés et les obligations ordinaires requises de ces organisations religieuses.

Daté à Montréal, dans la province de Québec, le vingt-sept octobre mil neuf cent quarante-quatre.

Le procureur des requérants,
HOWARD S. ROSS.
57 ouest, rue St-Jacques, Montréal. 7773-46-4

Avis est par les présentes donné que Urville Hilaire Pelletier, comptable, de la ville de Kéno-gami, son épouse Marie-Louise Paradis et Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis Pelletier, s'adresseront à la Législature à la prochaine session pour demander la passation d'une loi concernant l'adoption et le changement de nom de Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis Pelletier.

Chicoutimi, 24 novembre 1944.

Le Procureur des requérants,
JULES LANDRY.
7888-48-4-0

Avis est par les présentes donné que MM. Marcus H. Moscovitch, Abe Moscovitch et Mandy A. Moscovitch, marchands de Montréal, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa première session pour faire passer un bill privé leur permet-

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec, a Protestant denomination, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating it as an ecclesiastical body politic and corporate with the objects of establishing congregations throughout the said Province to carry on religious work in accordance with the tenets and beliefs of the said denomination and to give the said denomination the right to perform acts of civil status and to keep registers of such acts.

The Bill to be presented will contain the usual privileges granted to, and the usual obligations required of such religious organizations.

Dated at Montreal in the Province of Québec on October twenty-seventh, one thousand nine hundred and forty-four.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for the Applicants.
57 St. James Street West, Montreal. 7773-46-4-0

Notice is hereby given that Urville Hilaire Pelletier, accountant, of the City of Kenogami, his wife Marie-Louise Paradis and Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis Pelletier, will apply to the Legislature at its next session for the passing of a law regarding the adoption and change of name of Joseph-Arthur-Samuel-Fernand Paradis Pelletier.

Chicoutimi, 24th November, 1944.

JULES LANDRY,
Attorney for Applicants.
7888-48-4-0

Notice is hereby given that Messrs. Marcus H. Moscovitch, Abe Moscovitch and Mandy A. Moscovitch, merchants of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its first session for the passing of Private Bill permitting them to

tant de changer leur nom de Moscovitch en celui de "Moss."

Montréal, 27 novembre 1944.

Les Procureurs des requérants,
PATENAUDE, PATENAUDE,
7889-48-4-o HÉBERT & TRAHAN.

Avis public est, par les présentes, donné que MM. Roger Longtin, Romain Longtin et Clément Lussier, tous trois du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale en rapport avec la succession Moïse Coupal.

Montréal, 28 novembre 1944.

Le Procureur des requérants,
CHARLEMAGNE LUSSIER,
7917-48-4-o Notaire.

change their name from Moscovitch to that of "Moss".

Montreal, November 27, 1944.

PATENAUDE, PATENAUDE,
HÉBERT & TRAHAN,
7889-48-4 Attorneys for petitioners.

Public notice is hereby given that Messrs. Roger Longtin, Romain Longtin and Clément Lussier, all three of the district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act in connection with the Estate Moïse Coupal.

Montreal, November 28th, 1944.

CHARLEMAGNE LUSSIER,
7917-48-4 Notary,
Attorney for petitioners.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté d'Yamaska, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (S. R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole du Haut du 4ème Rang" et que son principal siège d'affaires est à St-David, comté d'Yamaska.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre 1944.

7944-o Le sous-ministre de l'Agriculture,
ADRIEN MORIN.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Yamaska under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120) under the name of "Société Coopérative Agricole du Haut du 4ème Rang" and that its principal place of business is at St-David, county of Yamaska.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twenty-fourth day of November, 1944.

7944 ADRIEN MORIN,
Deputy Minister of Agriculture.

Department of Agriculture

Département des Terres & Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-de-Québec (banlieue) maintenant partie de la cité de Québec

Division d'enregistrement de Québec

Avis est par la présente donné que le lot N° 49-196 est annulé et les lots 49-197 et 48A-147 sont corrigés conformément aux dispositions des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Service du Cadastre,
Québec, le 23 novembre 1944.

7937-o Ministère des Terres et Forêts,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

AVIS

Cadastre officiel d'une partie du canton de Rouyn
Division d'enregistrement de Témiscamingue

Avis est par la présente donné que les lots 24 et 29 du Rang VIII Sud son annulés et les blocs miniers 33 et 43 sont corrigés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Service du Cadastre,
Québec, le 22 novembre 1944.

7938-o Ministère des Terres et Forêts,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Notre-Dame-de-Québec (suburbs) now part of the city of Québec

Registration Division of Québec

Notice is hereby given that lot 49-196 is cancelled and lots 49-197 and 48A-147 are corrected in virtue of articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Cadastral Branch,
Québec, November the 23rd, 1944.

7937-o Department of Lands and Forests,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of part of the township of Rouyn
Registration Division of Temiscamingue

Notice is hereby given that lots 24 and 29 of Range VIII South, are cancelled and Mining Blocks 33 and 43 are corrected in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Cadastral Branch,
Québec, November the 22nd, 1944.

7938-o Department of Lands and Forests,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par Me Joseph-Édouard Jeannotte, notaire, demeurant et pratiquant à Côteau-Landing, dans le district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Adhémar Jeannotte, en son vivant, notaire pratiquant à Côteau-Landing, dans le district judiciaire de Montréal, ainsi que ceux de Me Joseph-Huldovique Thisdale, Me Joseph-Émile Dumesnil et de Me Joseph-A. Legris, dont le dit Me Adhémar Jeannotte était le cessionnaire.

Québec, ce 6 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7707-45-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Me François Samuel MacKay, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Francis MacKay, en son vivant notaire, qui pratiquait à Montréal, dont il était le cessionnaire.

Québec, le 21 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la province,
7829-47-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par M. Jean-Paul Bonin, notaire, résidant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me Joseph-Émile Lachapelle, en son vivant, notaire au même endroit.

Québec, ce 23 novembre 1944.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7869-48-5-0 JEAN BRUCHESI.

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Me Joseph Édouard Jeannotte, notary, residing and practising at Côteau-Landing, in the judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Adhémar Jeannotte, in his lifetime, notary, practising at Côteau-Landing, in the judicial district of Montreal, and also of those of Me Joseph-Huldovique Thisdale, Me Joseph-Émile Dumesnil and of Me Joseph A. Legris, whereof the said Me Adhémar Jeannotte was assignee.

Quebec, November 6th, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor by Me François Samuel MacKay, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Francis MacKay, in his lifetime notary, who practised at Montreal, of which he was assignee.

Quebec, November 21st, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Jean-Paul Bonin, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Joseph-Émile Lachapelle, in his lifetime notary of the same place.

Quebec, November 23rd, 1944.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Proclamation

ATHLONE
[L.S.]

CANADA

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes;

A TOUS CEUX A QUI les présentes parviendront ou qu'icelles pourront de quelque manière concerner,—SALUT:

PROCLAMATION

F. P. VARCOE, } A T T E N D U
Sous-ministre de la Justice, } qu'en vertu
Canada. } des dispositions de
la Loi de tempérance du Canada, l'avis suivant a
été adressé au Secrétaire d'État du Canada,
accompagné de la pétition ci-jointe:

"A l'honorable Secrétaire d'État du Canada,

"Monsieur,—Nous, soussignés, électeurs de la cité de Thetford Mines, vous prions de prendre

Proclamation

ATHLONE
[L.S.]

CANADA

GEORGE THE SIXTH, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India;

TO ALL TO WHOM these Presents shall come or whom the same may in anywise concern,—GREETING:

A PROCLAMATION

F. P. VARCOE, } W H E R E A S, in
Deputy Minister of } pursuant of
Justice, Canada. } the provisions of The
Canada Temperance Act, the following notice
has been addressed to the Secretary of State of
Canada, embodying the petition therein set forth
in the following terms:

"To the Honourable the Secretary of State of
Canada:

"Dear Sir—We, the undersigned, electors of the City of Thetford Mines, beg you to note that

note que nous désirons présenter la pétition suivante à Son Excellence le Gouverneur général du Canada en son conseil.

"La pétition des électeurs de la cité de Thetford Mines ayant qualité et capacité pour voter à l'élection d'un député à la Chambre des communes dans ladite cité,

EXPOSE RESPECTUEUSEMENT

"Que vos pétitionnaires désirent que l'arrêté en conseil rendu pour la mise en vigueur de la partie II de la *Loi de tempérance du Canada*, dans ladite cité de Thetford Mines soit révoqué.

"C'est pourquoi vos pétitionnaires prient humblement Votre Excellence de bien vouloir, par un arrêté rendu en conseil, en vertu de l'article 116 de la *Loi de tempérance du Canada*, déclarer que ledit arrêté en conseil, par lequel a été mise en vigueur et appliquée la Partie II de ladite *Loi de tempérance du Canada* dans ladite cité, ne soit plus en vigueur.

"Et nous désirons que les votes des électeurs de ladite cité soient pris pour et contre la révocation dudit arrêté en conseil.

"Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier."

ET ATTENDU qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs de ladite cité de Thetford Mines, province de Québec; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques au nombre de deux mille deux cent soixante-dix-sept, et que les autres exigences de la loi ont été observées.

ET ATTENDU qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs de ladite cité de Thetford Mines soient enregistrés pour et contre l'adoption de ladite pétition.

SACHEZ MAINTENANT, que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par ladite loi et ledit arrêté en conseil, Nous proclamons et déclarons que lundi le vingt-neuvième jour de janvier 1945, un scrutin sera tenu dans ladite cité de Thetford Mines, pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre ladite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis huit heures du matin jusqu'à six heures de l'après-midi de ce jour-là.

QUE Raoul Paré, de Thetford Mines, province de Québec, courtier en assurance, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes et de faire rapport du résultat au Directeur général des élections conformément aux dispositions de l'article 56 de la *Loi des élections fédérales, 1938*, dans telle forme et sous telles conditions que pourra prescrire le Directeur général des élections en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 109 de ladite *Loi des élections fédérales*.

Que ledit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation et qui devront faire le décompte final des votes au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au numéro 633, rue Notre-Dame, Thetford Mines, province de Québec le lundi vingt-deuxième jour de janvier 1945, à dix heures de l'avant-midi.

we wish to present the following petition to His Excellency the Governor General of Canada in Council. The electors of the City of Thetford Mines, having quality and capacity for the election of a deputy in the House of Commons,

RESPECTFULLY SUBMIT

"That your petitioners wish the Order in Council issued for the putting into force of Part II of the Temperance Act of Canada to be repealed in the said City of Thetford Mines.

Wherefore your petitioners humbly beg Your Excellency kindly and by an Order issued in Council, in virtue of article 116 of the Temperance Act of Canada, to declare void the said Order in Council, by which Part II, of the said Act of Temperance of Canada, was put into force and applied in the said City.

And we wish the votes of the electors of the said City to be taken for and against repeal of said Order in Council.

And your petitioners will not desist from their claim."

AND WHEREAS it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said City of Thetford Mines, in the Province of Quebec, the number of the signatures to the notice proved to be genuine being two thousand two hundred and seventy-seven and that all other requirements of the law have been observed.

AND WHEREAS an Order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said City of Thetford Mines be taken for and against the adoption of the said petition.

NOW KNOW YE, that We do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare that on Monday, the twenty-ninth day of January, 1945, a poll will be taken in the said City of Thetford Mines for taking the votes of the electors for and against the said petition. That such votes will be taken between the hours of eight o'clock in the forenoon and six o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

THAT Raoul Paré, of Thetford Mines, in the Province of Quebec, insurance broker, has been appointed the Returning Officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition and of afterwards summing up the same and making a return of the result to the Chief Electoral Officer, in accordance with the provisions of Section 56 of the Dominion Elections Act, 1938, in such form and under such conditions as may be prescribed by the Chief Electoral Officer under powers conferred on him by Section 109 of the said Dominion Elections Act.

That the said Returning Officer is empowered and required to appoint a Deputy Returning Officer at and for each polling place or station. That the Returning Officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes on behalf of the persons interested in and promoting or opposing, respectively, the adoption of the petition at 633 Notre Dame Street, Thetford Mines, Province of Quebec, on Monday, the twenty-second day of January, 1945, at ten o'clock in the forenoon.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur audit numéro 633, rue Notre-Dame, Thetford Mines, province de Québec, le mercredi trente et unième jour de janvier 1945, à dix heures de l'avant-midi.

Et, dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en conseil pourra, en tout temps après l'expiration d'une période de trente jours, depuis la date de l'adoption de ladite pétition, par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette du Canada*, déclarer que la Partie II de la *Loi de tempérance du Canada* cessera d'être en vigueur, et, à compter de ce jour, la partie II de ladite loi cessera d'être exécutoire ou en vigueur dans ladite cité de Thetford Mines.

DE CE QUI PRÉCÈDE, Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner sont par les présentes requis de prendre connaissance et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce quinzième jour de novembre en l'an de grâce mil neuf cent quarante-quatre, le huitième de Notre Règne.

Par ordre,
W. P. J. O'MEARA,
Sous-secrétaire d'État suppléant.

Cette proclamation est publiée dans la *Gazette officielle de Québec* à la demande du Sous-secrétaire d'État, conformément aux dispositions de l'article 10 de la *Loi de tempérance du Canada*, S.R.C., chapitre 196.

Le Sous-secrétaire de la Province,
7877-48-3-0 JEAN BRUCHESI.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the Returning Officer at 633 Notre Dame Street, Thetford Mines, Province of Quebec, on Wednesday, the thirty-first day of January, 1945, at ten o'clock in the forenoon.

And in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may at any time after the expiration of thirty days from the day on which the same was adopted, by Order in Council published in the *Canada Gazette*, declare that Part II of the *Canada Temperance Act* shall no longer be in force and thereafter Part II shall cease to be in force or effect in the said City of Thetford Mines.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these Presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS: Our Dear Uncle, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin and Counsellor, Alexander Augustus Frederick George Earl of Athlone, Knight of Our Most Noble Order of the Garter, a Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of Our Most Honourable Order of the Bath, Grand Master of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Knight Grand Cross of Our Royal Victorian Order, Companion of Our Distinguished Service Order, Colonel in Our Army (retired), having the honorary rank of Major-General, One of Our Personal Aides-de-Camp, Governor General and Commander-in-Chief of Our Dominion of Canada.

AT OUR GOVERNMENT HOUSE, in Our City of Ottawa, this fifteenth day of November, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-four and in the Eighth year of Our Reign.

By Command,
W. P. J. O'MEARA,
Acting Under Secretary of State.

This proclamation is published in the *Quebec Official Gazette* at the request of the Under-Secretary of State, pursuant to the provisions of article 10 of the *Canada Temperance Act*, R.S.C., chapter 196.

JEAN BRUCHESI,
7877-48-3-0 Under Secretary of the Province.

Vente par licitation

Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure, N° 48,247.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le vingt-quatrième jour de novembre 1944,—dans une cause dans laquelle William Barbeau, de Nashua, New-Hampshire, États-Unis d'Amérique, est demandeur, et Marie-Reina Barbeau, 1516, av. Jeanne d'Arc, Montréal; Lucinda Barbeau, veuve de Victor Côté, 198, 2ième Avenue, Québec; J.-B.-Napoléon Barbeau, 107, rue Aberdeen, Québec; Adélar Barbeau, 107½, rue Sainte-Marguerite, Québec; Joseph-O.-M. Barbeau, 134, 11ième Rue, Québec; Blanche Barbeau, 128, rue Aberdeen, Qué-

Sale by Licitation

Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 48,247.

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, on the twenty-fourth day of November 1944,—in a case wherein William Barbeau, of Nashua, New Hampshire, United States of America, is plaintiff, and Marie Reina Barbeau, 1516, Jane of Ark Avenue, Montreal; Lucinda Barbeau, widow of Victor Côté, 198, 2nd Avenue, Quebec; J. B. Napoléon Barbeau, 107, Aberdeen St., Quebec; Adélar Barbeau, 107½, St. Margaret St., Quebec; Joseph O. M. Barbeau, 134, 11th Street, Quebec; Blanche Barbeau, 128, Aberdeen St., Quebec; Ann Mary Barbeau, wife separate as to

bec; Anne-Marié Barbeau, épouse séparée de biens d'Alfred-Elzéar Desjardins, 128, rue Aberdeen, Québec, et le dit Alfred-Elzéar Desjardins pour autoriser son épouse; Marie-Antoinette Barbeau, épouse séparée de biens d'Albert Drolet, 354, rue du Roi, Québec, et le dit Albert Drolet, pour autoriser son épouse; Joséphine Côté, veuve de Philippe Barbeau, 138, rue Saint-Olivier, Québec; Louis-Philippe Barbeau, 185, rue Arago, Québec; Cécile Barbeau, épouse séparée de biens d'Euclide Girard, 63, Côte d'Abraham, Québec, et le dit Euclide Girard pour autoriser son épouse; Marcelle Barbeau, épouse séparée de biens de François Grenier, 51, rue Scott, Québec, et le dit François Grenier, pour autoriser son épouse; Gertrude Barbeau, 138, rue Saint-Olivier, Québec; Didace Barbeau, Pont-Rouge, Co. Portneuf; Lorraine Barbeau, épouse séparée de biens de Joseph Bergeron, 138, rue Saint-Olivier, Québec, et le dit Joseph Bergeron, pour autoriser son épouse; Saint-Georges Barbeau, 185, rue Arago, Québec; Jean-Joseph Fournier, 118, rue Dollard, Québec, tant personnellement que comme curateur d'Antoine Fournier, interné pour démente à l'Hôpital Saint-Michel-Archange; Aurore Lapointe, épouse séparée de biens de Joseph-Jacques Blondeau, 81, av. Murray, Québec, et le dit Joseph-Jacques Blondeau pour autoriser son épouse; Albert Lapointe, 91, rue Frontenac, Québec, et Raoul Lapointe, 212, rue de la Salle, Québec, sont défendeurs,—jugement ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit:

1. Le lot numéro deux cent quarante-cinq (245) du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, Cité de Québec, situé à l'encoignure sud-est des rues Dorchester et des Commissaires, et le lot y adjoignant, sur le côté est de la rue Dorchester, et étant le lot numéro deux cent soixante-quinze-A (275-A) dudit cadastre; avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances,—portant les numéros civiques 127 et 129 de la rue des Commissaires et les numéros 146, 148, 150 et 152 de la rue Dorchester, cité de Québec,—et avec droits de vue sur le lot numéro deux cent soixante-quinze-B (275-B) du même cadastre;

2. Le lot numéro deux cent quarante-huit (248) du cadastre du quartier Saint-Roch, Cité de Québec, étant un terrain situé sur le côté sud de la rue des Commissaires; avec la maison et toutes les autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros civiques 109 et 111 de la rue des Commissaires, cité de Québec.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère,—les lots 245 et 275-A en bloc, et le lot 248 séparément,—et seront adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIÈME jour de JANVIER 1945, au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, au Palais de Justice de Québec, à DIX heures du matin, sujets aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du Protonotaire de ladite Cour.

Toute opposition à la vente devra être déposée au moins douze jours avant la date fixée pour la dite vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, à peine de forclusion.

Un dépôt de deux mille dollars (\$2000) sera exigé de tout offrant et enchérisseur avec son enchère.

Québec, 24 novembre 1944.

Les procureurs du demandeur,
7878-48-2-o GUÉRARD & PELLAND.

property of Alfred Elzéar Desjardins, 128, Aberdeen, St., Quebec, the latter herein present to authorize her; Mary Antoinette Barbeau, wife separate as to property of Albert Drolet, 354, King St., Quebec, the latter herein present to authorize her; Josephine Côté, widow of Philippe Barbeau, 138, St. Oliver St., Quebec; Louis Philippe Barbeau, 185, Arago St., Quebec; Cecile Barbeau, wife separate as to property of Euclide Girard, 63, Abraham Hill, Quebec, the latter herein present to authorize her; Marcelle Barbeau, wife separate as to property of Francis Grenier, 51, Scott St., Quebec, the latter herein present to authorize her; Gertrude Barbeau, 138, St. Oliver St., Quebec; Didace Barbeau, Pont Rouge, Portneuf Co.; Lorraine Barbeau, wife separate as to property of Joseph Bergeron, 138, St. Oliver St., the latter herein present to authorize her; St. George Barbeau, 185, Arago St., Quebec; John Joseph Fournier, 118, Dollard St., Quebec, both personally and as curator of Anthony Fournier, insane, interned at Saint Michel Archange Hospital; Aurore Lapointe, wife separate as to property of Joseph James Blondeau, 81, Murray Avenue, Quebec, the latter herein present to authorize her; Albert Lapointe, 91, Frontenac St., Quebec, and Raoul Lapointe, 212, La Salle St., Quebec, are defendants,—said judgment ordering the licitation of the immovables described as follows:

1. A lot of land bearing the number two hundred and forty-five (245) on the cadastral plan for the St. Rock Ward in the City of Quebec, situated at the southeastern corner of Dorchester and Commissioners St., and the adjoining lot of land, on eastern side of Dorchester St., bearing the number two hundred and seventy-five-A (275-A) on same cadastral plan; with the houses and dependencies bearing civic numbers 127 and 129 Commissioners St., and 146, 148, 150 and 152 Dorchester St., City of Quebec; and with rights of view over the lot number two hundred and seventy-five-B (275-B) on same cadastral plan;

2. A lot of land bearing the number two hundred and forty-eight (248) on the cadastral plan for St. Rock Ward in the City of Quebec, situated on the southern side of Commissioners St.; with the houses and dependencies bearing civic numbers 109 and 111 Commissioners St., City of Quebec.

The said immovables will be sold by auction,—lots 245 and 275-A in the lump, and lot 248 separately,—and adjudged to the highest and last bidder on the TENTH day of JANUARY 1945, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the Court House of Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, subject to the clauses, charges and conditions stipulated in the list of charges filed in the Office of the Prothonotary of the said Court.

Oppositions to sale must be filed at least twelve days before the day fixed for the said sale, and oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication, under pain of forfeiture.

A deposit of two thousand dollars (\$2000) will be exacted from each and every bidder with his bid.

Québec, November 24th, 1944.

GUÉRARD & PELLAND,
Attorneys for Plaintiff.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec.—District de Montmagny

Province of Quebec.—District of Montmagny

MUNICIPALITÉ DE STE-LUCIE-DE-BEAUREGARD

MUNICIPALITY OF STE-LUCIE-DE-BEAUREGARD

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 24 novembre 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de Ste-Lucie-de-Beauregard, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle des délibérations du conseil municipal à Ste-Lucie-de-Beauregard, comté de Montmagny, le VINGT-HUIT DÉCEMBRE 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes consolidées et tous les arrérages de taxes non consolidées à l'exception des taxes de l'année 1944 auront été payés avant le moment de la vente.

1.—François Lachance.—Lot N° 24, rang 8.

2.—Wilfrid Lacroix.—Lot N° 48, rang 6, détenu sous billet de location.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont tous du cadastre du canton Talon, comté de Montmagny.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Lucie-de-Beauregard, ce 27 novembre 1944.

Le Secrétaire-trésorier,
TIMOTHÉE LEVASSEUR.

7871-48-2-o

Province de Québec.—District de Montréal

Province of Quebec.—District of Montreal

VILLE SAINT-LAURENT
Comté Jacques CartierTOWN OF ST-LAURENT
County of Jacques Cartier

Avis public est par les présentes donné par Henri Lapointe, greffier de la Ville Saint-Laurent, que les immeubles ci-dessous seront vendus à l'enchère publique à la salle de l'École Beaudet, en la Ville Saint-Laurent, JEUDI, le QUATRIÈME jour du mois de JANVIER mil neuf cent quarante-cinq (4 janvier 1945) à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales et cotisations scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Nom du Propriétaire—Numéros
Cadastral et subdivisions

Payn, S. R., 242—896a, 895a.

Dulude, Mathilde, épouse, Blais, J.-A., 241—73, 74.

Orsali, Gertrude, Vve, J.-H. Massé, 468—310, 311.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la Paroisse Saint-Laurent, et situés dans la Ville St-Laurent.

Donné en la Ville Saint-Laurent, ce vingt-troisième jour de novembre mil neuf cent quarante-quatre (23 novembre 1944).

Le Greffier,
HENRI LAPOINTE.

7947-49-2-o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 24th November, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinunder designated for payment of taxes due the Corporation of Ste-Lucie-de-Beauregard, with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the meeting hall of the Municipal Council, at Ste-Lucie-de-Beauregard, county of Montmagny, on DECEMBER TWENTY-EIGHTH, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon all payments due for consolidated taxes and all arrears of non-consolidated taxes, excepting the taxes of the year 1944, shall have been paid before the time of the sale.

1.—François Lachance.—Lot No. 24, range 8.

2.—Wilfrid Lacroix.—Lot No. 48, range 6, held under location ticket.

The immovables hereinabove described are all of the cadastre of the township of Talon, county of Montmagny.

The adjudication price of each of said immovables will be payable immediately.

The sale will, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Ste-Lucie-de-Beauregard, this 27th November, 1944.

TIMOTHÉE LEVASSEUR,
Secretary Treasurer.

7871-48-2

Public notice is hereby given by Henri Lapointe, clerk of the Town of St-Laurent that the immovables hereinafter described will be sold by public auction in Beaudet School Hall in the Town of St-Laurent on THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY nineteen hundred and forty-five (January 4th 1945) at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time) to satisfy to the payment of the Municipal (Ordinary and special) and school taxes with interest plus the costs which shall be subsequently incurred unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Name of Owner—Numbers
Cadastral and subdivisions

Payn, S. R., 242—896a, 895a.

Dulude, Mathilde, wife Blais, J. A., 241—73, 74.

Orsali, Gertrude, Wid J. H. Massé, 468—310, 311.

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the Parish of St-Laurent and situated in the Town of St-Laurent.

Given at the Town of St-Laurent, this twenty-third day of November nineteen hundred and forty-four (November 23rd 1944).

HENRI LAPOINTE,
Clerk.

7947-49-2-o

Province de Québec

CITÉ DE CHICOUTIMI

Avis public, est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du quatre décembre 1944, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la cité de Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la grande salle de l'hôtel-de-ville, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1945, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année 1943 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle de l'immeuble décrit dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, ledit immeuble étant un terrain vague d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT

- 1.—Louis Belley.—Le lot numéro 569-5.
- 2.—David Tremblay, fils de Delphis.—Un emplacement mesurant 43 pieds de largeur, du sud-ouest au nord-est, par 70 pieds de profondeur, du sud-est au nord-ouest, formant partie du lot numéro 891-42 de la dernière subdivision du lot numéro 891, compris dans les bornes suivantes:—en front, vers le sud-est par la rue Taché nouvelle; du côté sud-ouest, par le terrain de Mériqué Drolet ou représentants; en profondeur, au nord-ouest, au terrain de Ernest Gauthier, fils de Joseph, ou représentants, et du côté nord-est par le terrain de Philippe Vaillancourt, suivant une ligne parallèle au côté sud-ouest de la rue Taché nouvelle et distante de 44 pieds au sud-ouest, de ce côté.
- 3.—Émile Dufour.—Un terrain formé du lot numéro 605-11 et de partie du lot numéro 605-10, le tout compris dans les bornes suivantes:—vers le nord à la rue William, vers le sud, à Patrick Brillant; vers l'est, à Arthur Bélanger, et à l'ouest, à M. Georges Smith.

DEUXIÈME SECTION

IMMEUBLE NON SUJET AU DROIT DE RETRAIT

- 4.—Arthur Ménard.—Un lopin de terre de forme triangulaire faisant partie du lot numéro 842 compris dans les bornes suivantes:—vers le nord, au chemin de fer Québec et Lac St-Jean; vers l'est, à l'avenue Montcalm (lot numéro 843) et vers le sud, à la rue St-Vincent actuelle et contenant en superficie environ 375 pieds carrés.

Lesdits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi et à toutes servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 5ième jour de décembre 1944.

Le greffier,
GASTON CARRIER. 7966-49-2-0

Province of Quebec

CITY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated December Fourth, 1944, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the corporation of the city of Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the big hall of the City Hall, on the FOURTH day of JANUARY, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However there shall be excluded from the sale those immovables whereon the municipal taxes for the year 1943 and previous years shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be made subject to right of redemption.

The sale of the immovable described in the second section will be final and without right of redemption, in conformity with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immovable being a vacant lot of land of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

FIRST SECTION

IMMOVABLES SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

- 1.—Louis Belley.—Lot No. 569-5.
- 2.—David Tremblay, son of Delphis:—An emplacement measuring 43 feet in width, from Southwest to Northeast, by 70 feet in depth, from Southeast to Northwest, forming part of lot number 891-42 of the last subdivision of lot number 891, comprised within the following boundaries:—in front on the Southeast by new Taché street; on the Southwest side by the land of Mériqué Drolet or representatives; in depth on the Northwest, by the land of Ernest Gauthier, son of Joseph, or representatives, and on the Northeast side by the land of Philippe Vaillancourt, following a line parallel to the Southwest side of the new Taché street and distant 44 feet on the Southwest from the said side.
- 3.—Émile Dufour.—A lot of land composed of lot number 605-11 and of part of lot number 605-10, the whole comprised within the following boundaries: on the North by William street, on the South by Patrick Brillant; on the East by Mr. Arthur Bélanger, and on the West by Mr. Georges Smith.

SECOND SECTION

IMMOVABLE NOT SUBJECT TO RIGHT OF REDEMPTION

- 4.—Arthur Ménard.—A parcel of land of triangular figure forming part of lot No. 842 comprised within the following boundaries: on the North by the Quebec and Lake St. John Railway; on the East by Montcalm Avenue (lot number 843) and on the South, by the present St-Vincent street and containing a superficial area of about 375 square feet.

The said lots and parts of lots are of the official cadastre for the town of Chicoutimi.

They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, subject to all the acquired rights of the city of Chicoutimi and to all active or passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, this 5th day of December, 1944.

GASTON CARRIER,
Clerk. 7966-49-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS

ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
 N° 6596 } JOSEPH GENNAS DESCHE-
 NES, d'Amos, versus JO-
 SEPH CHARETTE, de Lac Grave, canton
 Manneville, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les droits sur le lot de terre numéro dix (10) du Rang neuf (9) du canton Villemontel, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances; sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Philomène de Manneville, MARDI le DIX-NEUF DÉCEMBRE 1944, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
 Cabinet du shérif, J. U. DUMONT.
 Amos, 14 novembre 1944. 7764-46-2-o
 [Première publication, 18 novembre 1944]

ABITIBI

Superior Court.—District of Abitibi
 No. 6596 } JOSEPH GENNAS DESCHE-
 NES, of Amos; versus JO-
 SEPH CHARETTE, of Lake Grave, township
 of Manneville, to wit:

As belonging to the defendant, the rights on lot of land number ten (10) of Range nine (9) of the township of Villemontel—with buildings thereon erected circumstances and dependencies—will be sold at the parochial church door of Ste-Philomène de Manneville, on TUESDAY, the NINETEENTH of DECEMBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Amos, November 14th, 1944. 7764-46-2
 [First publication, November 18th, 1944]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure

District de Chicoutimi. } LOUIS-PHILIPPE
 N° 11013 } L GIRARD, de la
 cité de Chicoutimi, demandeur; vs LÉOPOLD
 GAGNON et LOUIS-GEORGES GAGNON,
 tous deux de St-Honoré, cultivateurs, défendeurs.

Contre les défendeurs:

Tout ce lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante-et-sept (n° 67) du neuvième (9) rang, aux plans et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Tremblay, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Honoré, MERCREDI, le VINGTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le shérif,
 Bureau du shérif, RENÉ DELISLE.
 Chicoutimi, 14 novembre 1944. 7765-46-2-o
 [Première publication, 18 novembre 1944]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court

District of Chicoutimi. } LOUIS-PHILIPPE
 No. 11013 } L GIRARD, of the
 city of Chicoutimi, plaintiff; vs LÉOPOLD
 GAGNON and LOUIS-GEORGES GAGNON,
 both of St-Honoré, farmers, defendants.

Against the defendants:

All that lot of land known and designated under number sixty-seven (No. 67) of the ninth (9th) range, on the official cadastral plan and in the book of reference for the township Tremblay—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Honoré, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of the month of DECEMBER, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

RENÉ DELISLE,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Chicoutimi, November 14th, 1944. 7765-46-2
 [First publication, November 18th, 1944]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
 District de Joliette

Canada, } ZEPHYR LEMIEUX,
 Province de Québec, } menuisier et contre-
 Cour Supérieure, } maître de la paroisse de
 N° 7089 } St - Paul - L'Ermitte, dis-
 trict de Joliette, demandeur; vs ADRIEN MAS-
 SICOtte des cité et district de Montréal,
 défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse de St-Paul l'Ermitte, dans le district de Joliette, connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de St-Paul l'Ermitte, sous le numéro cent soixante et un (N° 161) borné en front par le chemin public, en profondeur par la Rivière l'Assomption, d'un côté par le lot du Dr. Picotte, et de l'autre côté par le lot de Zéphyr Lemieux, connu sous le N° 159 des plan et livre de renvoi officiels dudit cadastre.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de la paroisse de St-Paul l'Ermitte, le VINGTIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
 Bureau du Shérif, J. A. BÉLANGER.
 Joliette, le 8e jour de novembre 1944. 7779-46-2-o
 [Première publication, 18 novembre 1944]

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
 District of Joliette

Canada, } ZEPHYR LEMIEUX,
 Province of Quebec, } joiner and foreman,
 Superior Court, } of the parish of St-Paul-
 No. 7089 } L'Ermitte, district of Jo-
 liette, plaintiff; vs ADRIEN MASSICOTTE, of
 the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the parish of St-Paul l'Ermitte, in the district of Joliette, known on the official cadastral plan and in the book of reference of St-Paul l'Ermitte, under number one hundred and sixty-one (No. 161), bounded in front by the public road, in depth by the Assomption River, on one side by the lot of Dr. Picotte, and on the other side by the lot of Zéphyr Lemieux, known under No. 159 of the said official cadastral plan and book of reference.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Paul l'Ermitte, on the TWENTIETH day of the month of DECEMBER, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Joliette, 8th day of November, 1944. 7779-46-2
 [First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Joliette.

Canada, }
Cour Supérieure, } **DAME SIMONE PER-**
Province de Québec, } **RAULT**, des cité et
N° 7774 C.S.J. } district de Montréal, épou-
se séparée de biens de
Lucien Ouimet, chauffeur, du même lieu, et ce
dernier pour autoriser son épouse aux fins des
présentes; et **GEORGES DELORME**, laitier, du
même lieu, lesdits Georges Delorme et Simone
Perrault, en leur qualité de seuls exécuteurs testa-
mentaires de la succession de Joseph Brouillette,
en son vivant du même lieu, Demandeurs; vs
ALDÈGE BEAUSÉJOUR, de la paroisse de St-
Donat, Comté de Montcalm, district de Joliette.

Un emplacement situé à St-Donat, comté de
Montcalm, connu comme étant le lot numéro
quarante-sept, de la subdivision du lot numéro
vingt-neuf (29-47) du deuxième rang des plan et
livre de renvoi officiels du cadastre du Canton
Lussier, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à la porte de l'Église de la
paroisse de St-Donat, le VINGT-ET-UNIÈME
jour du mois de DÉCEMBRE 1944, à DEUX
heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. BÉLANGER.
Joliette, le 14 novembre 1944. 7780-46-2-0
[Première publication, 18 novembre 1944]

KAMOURASKA

Cour de Magistrat.—District de Kamouraska
N° 12754 } **ERNEST LÉVESQUE**, entrepre-
neur de pompes funèbre, de la
Cité de Rivière-du-Loup, demandeur; vs **LES**
HÉRITIERS DE FEU MALVINA OUELLET,
en son vivant de la cité de Rivière-du-Loup, dé-
fendeurs.

Un emplacement étant au cadastre de la ville
de Fraserville, partie du lot N° (P-540) cinq cent
quarante, mesurant cinquante pieds de front du
nord au sud par soixante-cinq pieds de profon-
deur, du nord-est au sud-ouest environ, borné au
nord à Émile Fournier, au sud à J. O. Pelle-
tier, à l'ouest à la Rivière-du-Loup et à l'est à une
ruelle conduisant à la rue du pont, avec circons-
tances et dépendances, le tout à charge par l'ac-
quéreur d'une rente annuelle constituée de
\$12.00 payable le premier octobre de chaque an-
née à Dame Thimothé Pelletier.

Pour être vendu MERCREDI, le DIXIÈME
jour de JANVIER 1945 à DIX heures de l'avant-
midi, au bureau du Shérif, en la cité de Rivière-
du-Loup.

Le shérif,
Bureau du Shérif, E. A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 5 décembre 1944. 7965-49-2-0
[Première publication, 9 décembre 1944]

MONTMAGNY

Dans la Cour Supérieure
Canada, }
Province de Québec, } **MELLE SARAH**
District de Montmagny, } **AUDET**, ren-
N° 4316 } tière, de St-Léon de
Standon, Co. Dor-
chester, demanderesse; vs **JOSEPH ROYER**, de
St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, défendeur.
"Les améliorations, impenses, et constructions
faites sur le lot numéro 3, rang 3, par le défendeur
dans cette cause, lequel lot est détenu par ce
dernier sous billet de location de la Couronne,
depuis au-delà de six ans, et se désigne comme
suit:

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Joliette.

Canada, }
Superior Court, } **DAME SIMONE PER-**
Province of Quebec, } **RAULT**, of the city
No. 7774 S.C.J. } and district of Montreal,
wife separate as to prop-
erty of Lucien Ouimet, chauffeur, of the same
place, and the latter to authorize his wife for the
purposes hereof; and **GEORGES DELORME**,
milkman, of the same place, the said Georges
Delorme and Simone Perrault, in their quality of
sole testamentary executors of the estate of
Joseph Brouillette, in his lifetime of the same
place, plaintiffs; vs **ALDÈGE BEAUSÉJOUR**,
of the parish of St-Donat, county of Montcalm,
district of Joliette.

An emplacement situate at St-Donat, county of
Montcalm, known as being lot number forty-
seven, of the subdivision of lot number twenty-
nine (29-47) of the second range on the official
cadastral plan and in the book of reference of the
Township of Lussier — with the buildings
thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of
St-Donat, on the TWENTY-FIRST day of the
month of DECEMBER, 1944, at TWO o'clock
in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, November 14th, 1944. 7780-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

KAMOURASKA

Magistrate's Court.—District of Kamouraska
No. 12754 } **ERNEST LÉVESQUE**, funeral
undertaker, of the city of
Rivière-du-Loup, plaintiff; vs **THE HEIRS OF**
THE LATE MALVINA OUELLET, in her life-
time of the city of Rivière-du-Loup, defendants.

An emplacement being, on the cadastre for the
town of Fraserville, part of lot number five hun-
dred and forty (Pt. 540), measuring about fifty
feet in front, from North to South, by sixty-five
feet in depth, from Northeast to Southwest,
bounded on the North by Émile Fournier, on the
South by J. O. Pelletier, on the West by Rivière-
du-Loup, and on the East by a lane leading to
"du pont" street—with circumstances and de-
pendencies, the whole subject, for the purchaser,
to an annual constituted rent of \$12 payable
on the first of October of each year to Dame
Thimothé Pelletier.

To be sold on WEDNESDAY, the TENTH
day of JANUARY, 1945, at TEN o'clock in the
forenoon, at the Sheriff's Office, in the city of
Rivière-du-Loup.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, December 5th, 1944. 7965-49-2
[First publication, December 9th, 1944]

MONTMAGNY

In the Superior Court
Canada, }
Province of Quebec, } **MELLE SARAH**
District of Montmagny, } **AUDET**, an-
No. 4316 } nuitant, of St-Léon
de Standon, Co.
Dorchester, plaintiff; vs **JOSEPH ROYER**, of
St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, defendant.
"The improvements, repairs and constructions
made on lot number 3, range 3, by the defendant
in this cause, said lot being held by the latter
under location ticket of the Crown, since over
six years and being designated as follows:

"Le lot de terre numéro 3, rang 3, du cadastre officiel pour le canton de Panet, situé dans le village de St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, borné au nord-ouest par la ligne entre le 2ième et le 3ième rang, au nord-est par le lot numéro 2, au sud-est par la ligne entre le 3ième et 4ième rang et au sud-ouest par le lot numéro 4, mesurant treize chaînes de front sur quatre-vingt chaînes et quatre-vingt mailles de profondeur, contenant en superficie cent cinq acres (105)".

Pour être vendues, à la porte de l'église paroissiale de St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, MERCREDI, le DIX JANVIER 1945, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montmagny, 4 décembre 1944. J. A. CARON.
[Première publication, 9 décembre 1944] 7949-49-2-o

"Lot of land number 3, range 3 of the official cadastre for the township of Panet, situate in the village of St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, bounded on the Northwest by the line between the 2nd and 3rd ranges, on the Northeast by lot number 2, on the Southeast by the line between the 3rd and 4th ranges and on the Southwest by lot number 4, measuring thirteen chains in front by eighty chains and eighty links in depth, containing an area of one hundred and five acres (105)".

To be sold at the parochial church door of St-Fabien de Panet, Co. Montmagny, on WEDNESDAY, the TENTH of JANUARY, 1945, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. A. CARON,
Montmagny, December 4th, 1944. Sheriff.
[First publication, December 9th, 1944] 7949-49-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } ALBERT BEAUDOIN,
230234 } demandeur; vs SO-
LOMON WEISER et Dame veuve NASTASIA
OSTAFICHIUK, défendeurs.

Comme appartenant à Dame veuve Nastasia Ostafichiuk:

Deux lots de terre situés au coin sud-est de la rue Rouen (autrefois rue Forsythe) et de la rue L'Espérance, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros deux mille cent quarante-trois et deux mille cent quarante-quatre de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (N° 148-2143 et 2144) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant chaque lot, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 234 à 250 inclusivement, de la dite rue Forsythe (maintenant Nos 2952 à 2968 de la rue Rouen).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-ET-UN DÉCEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$800 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge P.-F. Casgrain, daté le 7 novembre 1944.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 14 novembre 1944. L.-P. CAISSE.
[Première publication, 18 novembre 1944] 7766-46-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: } ALFRED BOISSELLE,
230825 } demandeur; vs GÉ-
RARD LECLERC ET AL, défendeurs es-qua-
lité et DOMINATEUR VANCHESTEING, es-
qualité de tuteur aux enfants mineurs de feu
Joseph Alcidas Leclerc, aussi défendeur es-
qualité.

"Une terre située sur la première concession de la Paroisse de St-Antoine, de la contenance de un arpent et demi de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins, bornée en front à la Rivière Richelieu, en profondeur au trait carré, entre les terres de la première et celles de la seconde concession de la paroisse de St-Antoine, joignant et ayant joint d'un côté Ignace Archambault et de l'autre côté, Napoléon Langevin ou représentants, avec les bâtisses dessus érigées; ladite terre est connue et désignée aux plan et

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } ALBERT BEAUDOIN,
230234 } plaintiff; vs SOLO-
MON WEISER and Dame Widow NASTASIA
OSTAFICHIUK defendants.

As belonging to Dame Widow Nastasia Ostafichiuk:

Two lots of land situate on the Southeast corner of Rouen street (heretofore Forsythe street) and L'Espérance street, in the city of Montreal, known and designated under numbers two thousand one hundred and forty-three and two thousand one hundred and forty-four of the official subdivision of lot number one hundred and forty-eight (No. 148-2143 and 2144) of the official plan and in the book of reference of the incorporated Village of Hochelaga, each lot measuring twenty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 234 to 250 inclusively, of said Forsythe street (now Nos. 2952 to 2968 Rouen street).

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIRST of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$800 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice P. F. Casgrain, dated November 7th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 14, 1944. Sheriff.
[First publication, November 18th, 1944] 7766-46-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: } ALFRED BOISSELLE,
230825 } plaintiff; vs GÉ-
RARD LECLERC ET AL, defendants es-qua-
lité and DOMINATEUR VANCHESTEING,
es-qualité of tutor to the minor children of the
late Joseph Alcidas Leclerc, also defendant
es-qualité.

"A farm situate in the first concession of the Parish of St-Antoine, measuring one arpent and one half in width by forty arpents in depth, more or less, bounded in front by the Richelieu River, in depth by the "trait carré", between the lands of the first and those of the second concession of the Parish of St-Antoine, adjoining and having adjoined on one side Ignace Archambault and on the other side, Napoléon Langevin or representatives — with the buildings thereon erected; the said farm is known and designated on the

livre de renvoi officiels du Cadastre de ladite paroisse de St-Antoine comme étant les lots Nos 74, et partie 77, partie 78, moins les emplacements déjà vendus."

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-Antoine de Padoue, comté de Verchères, le VINGT-ET-UN DÉCEMBRE prochain à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$815. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Louis Cousineau, daté le 14 novembre 1944.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Montréal, 14 novembre 1944. L.-P. CAISSE. 7767-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: } DAME LAITITIA BÉ-
N° 230187 } LANGER, veuve de
feu Georges Gagnon, demandeur; vs DAME
DORA LITOFISKY, veuve de feu Philip
Cohen, défendeur.

Un emplacement étant le coin nord-est de la rue Cadieux et de la ruelle Guilbault dans le quartier Laurier de la cité de Montréal, contenant cinquante-deux pieds six pouces de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro cent trente-huit du lot originaire numéro cent trente-sept (137-138) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis, avec toutes les bâtisses dessus érigées, portant autrefois les numéros civiques 1569 à 1575 de la rue Cadieux et maintenant les numéros 4521, 4523, 4525 et 4527 de ladite rue Cadieux et 10 de la ruelle Varennes.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UN DÉCEMBRE prochain à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 15 novembre 1944. L.-P. CAISSE. 7781-46-2
[Première publication, 18 novembre 1944]

Fieri Facias de Terris

C. S. District de Montréal
Montréal, à savoir: } JOSEPH-P. MOREAU,
N° 230345 } es-qualité, Demandeur;
vs DAME MARIE-STÉPHANIE LÉGARE,
veuve non remariée de feu Joseph Deguire, Dé-
fenderesse.

"Un emplacement ayant front sur le Chemin de la Côte des Neiges, en la Cité de Montréal, connu et désigné comme le lot lettre "D" de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent dix-huit aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges, avec les maisons et autres bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 6212 du Chemin de la Côte des Neiges."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge L. Cousineau, en date du 15 novembre 1944.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, 15 novembre 1944. L.-P. CAISSE. 7782-46-2-o
[Première publication, 18 novembre 1944]

official cadastral plan and book of reference of the said Parish of St-Antoine, as being lots Nos. 74, and part 77, part 78, less the emplacements already sold."

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine de Padoue, county of Verchères, on the TWENTY-FIRST of DECEMBER next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$815. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated November 14th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 14th, 1944. Sheriff. 7767-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: } DAME LAITITIA BÉ-
No. 230187 } LANGER, widow of
the late Georges Gagnon, plaintiff; vs DAME
DORA LITOFISKY, widow of the late Philip
Cohen, defendant.

An emplacement being the North East corner of Cadieux Street and Guilbault Lane in the Laurier Ward of the City of Montreal, containing fifty-two feet six inches in depth, English measure, more or less, and known and designated as subdivision lot number one hundred and thirty-eight of original lot number one hundred and thirty-seven (137-138) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte St. Louis, with all the buildings thereon erected, bearing formerly civic numbers 1569 to 1575 of Cadieux Street and now numbers 4521, 4523, 4525 and 4527 of said Cadieux street and 10 de Varennes Lane.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER next at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 15th, 1944. Sheriff. 7781-46-2-o
[First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Terris

S.C. District of Montreal
Montreal, to wit: } JOSEPH P. MOREAU,
No. 230345 } es-qualité, plaintiff; vs
DAME MARIE STEPHANIE LÉGARE, un-
remarried widow of the late Joseph Deguire,
defendant.

"An emplacement fronting on Côte des Neiges Road, in the city of Montreal, known and designated as lot letter "D" of the official subdivision of the original lot number one hundred and eighteen, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte des Neiges—with the houses and other buildings thereon erected, bearing civic number 6212 of Côte des Neiges Road.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$900. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice L. Cousineau, dated November 15th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
Montreal, November 15th, 1944. Sheriff. 7782-46-2
[First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
 Montréal, à savoir: } STAR FINANCE COR-
 N° 227993 } PORATION, corps poli-
 tique et incorporé ayant ses principal bureau
 et place d'affaires en les cité et district de Mont-
 réal, demanderesse; vs DAME ALBERTINE
 LÉONARD, veuve non remariée de Olidas Guy,
 défenderesse.

"Une terre sise et située à la Côte St-Léonard,
 dans la paroisse de St-Léonard de Port Maurice,
 district de Montréal, connue et désignée sous le
 numéro quatre cent trente-et-un (431) des plan
 et livre de renvoi officiels de la paroisse de la
 Longue-Pointe, borné en front par le Chemin
 Public en profondeur par les lots 432, 433, d'un
 côté par le lot 430 et de l'autre côté par le lot 434,
 avec toutes les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
 Montréal, le VINGT-DEUX DÉCEMBRE pro-
 chain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le shérif,
 Montréal, 15 novembre 1944. L.-P. CAISSE.
 7783-46-2-0
 [Première publication, 18 novembre 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
 Montréal, à savoir: } DAME MARIE BLAN-
 230476 } CHE VANCHES-
 TEING, veuve de Joseph Alcidas Leclerc, de-
 manderesse; vs DOMINATEUR VANCHES-
 TEING es-qualité de tuteur aux enfants mineurs
 de feu Joseph Alcidas Leclerc et al, défendeurs
 es-qualité.

Une terre située dans la paroisse de St-Antoine,
 dans la deuxième concession, connue et dési-
 gnée sous le lot numéro cent soixante-trois
 (163) des plan et livre de renvoi officiels de la pa-
 roisse St-Antoine, comté de Verchères, tenant
 d'un bout à Heliodore Dupont, d'autre bout
 au chemin public des quarante, d'un côté à
 Édouard Corbeil, d'un autre côté à Antoine
 St-Germain, la partie du lot numéro cent soixante-
 trois susdit, comprise et située du côté sud-est
 du chemin susdit, appartenant à Stanislas
 Gaudette, soit environ trois arpents en superficie,
 étant distraite de la terre sus-désignée et conte-
 nant, la terre présentement vendue, une lar-
 geur de trois arpents sur une profondeur de
 vingt-neuf arpents, plus ou moins et avec les
 bâtisses y érigées; tel que le tout se trouve ac-
 tuellement avec les servitudes actives ou passi-
 ves, apparentes ou occultes attachées audit im-
 meuble.

Pour être vendue, à la porte de l'église pa-
 roissiale, de la paroisse Saint-Antoine-de Padoue,
 comté de Verchères, le ONZE JANVIER pro-
 chain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$340 sera exigé de tout offrant
 ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable
 juge Louis Cousineau, daté le 24 octobre 1944.

Bureau du Shérif, Le shérif,
 Montréal, 5 décembre 1944. L.-P. CAISSE.
 7962-49-2-0
 Publications du 28 octobre et du 18 novembre
 sont nulles.
 [Première publication, 9 décembre 1944]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
 Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
 153414 } D'ÉCOLES POUR
 LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE LA-

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal
 Montreal, to wit: } STAR FINANCE COR-
 No. 227993 } PORATION, a body
 politic and corporate, having its head office and
 place of business in the city and district of
 Montreal, plaintiff; vs DAME ALBERTINE
 LÉONARD, unremarried widow of Olidas Guy,
 defendant.

"A farm being and situate at "Côte St-
 Léonard" in the parish of St-Léonard de Port-
 Maurice, in the district of Montreal, known and
 designated under number four hundred and
 thirty-one (431) of the official plan and book
 of reference for the parish of Longue-Pointe,
 bounded in front by the public highway, on the
 depth by lots 432, 433, on one side by lot 430 and
 on the other side by lot 434—with all the build-
 ings thereon erected."

To be sold at my office, in the city of Montreal,
 on the TWENTY-SECOND of DECEMBER
 next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, November 15th, 1944. Sheriff.
 7783-46-2
 [First publication, November 18th, 1944]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal
 Montreal, to wit: } DAME MARIE BLAN-
 230476 } CHE VANCHES-
 TEING, widow of Joseph Alcidas Leclerc,
 plaintiff; vs DOMINATEUR VANCHES-
 TEING, in his quality of tutor of the minor
 children of the late Joseph Alcidas Leclerc et al,
 defendants es-qualité.

A farm situate in the parish of St-Antoine, in
 the second concession, known and designated
 under lot number one hundred and sixty-three
 (163) of the official plan and in the book of re-
 ference of the parish of St-Antoine, county of
 Verchères, bounded at one end by Heliodore
 Dupont, at the other end by the public road
 "des quarante", on one side by Édouard Cor-
 beil, on another side by Antoine St-Germain,
 the part of lot number one hundred and sixty-
 three aforesaid, comprised and situate on the
 Southeast side of the aforesaid road, belonging
 to Stanislas Gaudette, namely about three ar-
 pents in superficial area, being deducted from
 the aforesaid farm and containing the land pre-
 sently sold, a width of three arpents by a depth
 of twenty-nine arpents, more or less and
 with the buildings thereon erected; as the
 whole presently subsists with the active or passive
 apparent or unapparent servitudes attached to
 the said immovable.

To be sold, at the parochial church door of the
 parish of Saint-Antoine de Padoue, county of
 Verchères, on the ELEVENTH of JANUARY
 next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$340 will be exacted from each
 and every bidder, pursuant to a judgment of the
 Honourable Justice Louis Cousineau, dated
 October 24th, 1944.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE,
 Montreal, December 5th, 1944. Sheriff.
 7962-49-2-0
 Publications of October 28th and of November
 18th are null.
 [First publication, December 9th, 1944]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
 Montreal, to wit: } THE SCHOOL COM-
 153414 } MISSIONERS FOR
 THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF

CHINE, dans le comté de Jacques-Cartier, demandeurs vs ARGYLE INVESTMENT LIMITED, défenderesse.

“Cet immeuble situé dans la cité de Lachine, ayant front sur la rue Notre-Dame, portant les numéros civiques 167, 169 et 171 de la dite rue, formé de la partie sud du lot N° 502 des plan et livre de renvoi de la ville de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, mesurant cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, borné vers le sud par le lot N° 504 des dits plan et livre de renvoi, vers l'ouest par le lot N° 485 des dits plan et livre de renvoi, vers l'est par le lot N° 503 des dits plan et livre de renvoi et vers le nord par une lisière de dix pieds de profondeur par toute la largeur dudit lot N° 502 détachée de ce lot et faisant maintenant partie de la rue Notre-Dame, dans la cité de Lachine, le tout avec maison en bois et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le ONZE JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 5 décembre 1944. [Première publication, le 9 décembre 1944]

Le Shérif, L.-P. CAISSE.

LACHINE, in the county of Jacques-Cartier, plaintiffs; vs ARGYLE INVESTMENT LIMITED, defendant.

That immovable situate in the city of Lachine, fronting on Notre-Dame street, bearing civic numbers 167, 169 and 171 of said street, composed of the South part of lot No. 502 of the plan and book of reference of the town of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, measuring fifty feet in width by ninety feet in depth, English measure, more or less, bounded on the South by lot No. 504 of said plan and book of reference, on the West by lot No. 485 of said plan and book reference, on the East by lot No. 503 of said plan and book of reference and on the North by a strip ten feet in depth by the whole width of said lot No. 502 deducted from said lot and now forming part of Notre-Dame street, in the city of Lachine—the whole with the wooden house and other dependencies thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH of JANUARY next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, December 5, 1944. [First publication, December 9th, 1944]

L. P. CAISSE, Sheriff.

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST
215253 } COMPANY, deman-
deresse, vs J.-ARTHUR ARCHAMBAULT,
es-qualité de curateur à la succession vacante de feu Thomas Williamson, défendeur, et EDWIN LESLIE WALTER HENDEN, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur es-qualité, mais aux mains dudit curateur au délaissement.

“Un morceau de terrain comprenant les subdivisions un, deux, trois, quatre et cinq de la subdivision officielle du lot numéro seize cent vingt-sept (Nos 1627-1, 2, 3, 4 et 5) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de la cité de Montréal, formant un bloc borné au nord-ouest par la rue Ste-Catherine ouest, au sud-ouest par la rue Fort, au sud-est par une ruelle de seize (16) pieds de largeur, étant la subdivision six du lot officiel numéro seize cent vingt-sept (1627-6), et au nord-est par la propriété de George Young ou ses représentants ou ayants-droit, étant le lot numéro seize cent vingt-huit-E (1628-E) audit plan officiel.

“Avec cinq maisons de pierres et de briques dessus érigées, connues comme étant les numéros 1950 à 1982 (autrefois Nos 920 à 928) tous deux inclusivement, rue Ste-Catherine ouest, et des Nos 1287 à 1305 (autrefois N° 63) rue Fort.

“Avec l'usage en commun avec d'autres de ladite ruelle en arrière.

“Ledit morceau de terrain contient cent vingt pieds, mesure française, égale à environ cent vingt-huit pieds, mesure anglaise, par une profondeur de cent quarante-sept pieds et sept pouces dans la ligne sud-ouest, et de cent quarante-sept pieds et onze pouces et demi dans la ligne de côté nord-est, mesure anglaise, et plus ou moins; comme le tout se trouve présentement.”

Pour être vendu en bloc, sujette aux baux en cours et aux obligations du bailleur, à mon bureau en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST
215253 } COMPANY, plaintiff,
vs J. ARTHUR ARCHAMBAULT es-qualité of curator to the vacant estate of the late Thomas Williamson, defendant and EDWIN LESLIE WALTER HENDEN, curator to the surrender.

As belonging to the defendant es-qualité, but in the hands of the said Curator to the surrender.

“A piece of land comprising subdivisions one, two, three, four and five of the official subdivision of lot number sixteen hundred and twenty-seven (Nos. 1627-1, 2, 3, 4 and 5) of the Official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward of the City of Montreal, forming a block bounded to the North West by St. Catherine Street West, to the South West by Fort Street, to the South East by a lane of sixteen (16) feet in width, being subdivision six of official lot number sixteen hundred and twenty-seven (1627-6), and to the North East by the property of George Young or his representatives or assigns, being lot number sixteen hundred and twenty-eight-E (1628-E) of the said official plan.

“With five stone and brick houses thereon erected, known as Nos. 1950 to 1982 (formerly Nos. 920 to 928) both inclusive, St. Catherine Street West, and Nos. 1287 to 1305 (formerly No. 63) Fort Street.

“With the use in common with others of the said lane in rear.

“The said piece of land contains one hundred and twenty feet, French measure, equal to about one hundred and twenty-eight feet, English measure, by a depth of one hundred and forty-seven feet seven inches in the South West line, and of one hundred and forty-seven feet eleven and a half inches in the North East side line, English measure, and more or less; as the whole now subsists.”

To be sold “en bloc”, subject to existing leases and lessor's obligations thereunder, at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$8,555 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Louis Cousineau en date du 17 novembre 1944.

A deposit of \$8555.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Louis Cousineau, dated november 17th, 1944.

Bureau du shérif,
Montréal, le 5 décembre 1944.
[Première publication, 9 décembre 1944]

Sheriff's Office,
Montreal, December 5th, 1944.
[First publication, December 9th, 1944]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Arrêté en Conseil

Order-in-Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 4721

Number 4721

Québec, le 1er décembre 1944.

Quebec, December 1, 1944.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant des modifications au décret relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

Concerning modifications to the decree relating to the pipe-mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 522, du 5 février 1940, et amendements, relatif aux métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières, à l'effet d'apporter des modifications audit décret;

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), a request has been presented to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree number 522, of February 5, 1940, and amendments, relating to the pipe-mechanic and tinsmith-roofer trades in the Counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières, for the purpose of modifying the said decree;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, livraison du 21 octobre 1944;

Whereas the said request has been published in the Quebec Official Gazette on October 21, 1944;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Whereas no objection has been made against its approval;

Attendu que les changements proposés dans la dite requête au sujet de la rémunération du travail supplémentaire ont été approuvés par le Conseil régional du Travail, en date du 31 octobre 1944;

Whereas the changes suggested in the said request concerning the remuneration for overtime were approved by the Regional War Labour Board on October 31, 1944;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable M. J. H. Delisle, Ministre d'État:

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable J. H. Delisle, Minister without portfolio, that the said decree number 522 be modified in the following manner:

Que ledit décret numéro 522 soit modifié de la façon suivante:

1. Section III is repealed and replaced by the following:

1.—L'article III est abrogé et remplacé par le suivant:

"III.—Rates of wages:—a.—The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

"III.—Taux de salaires:—a.—Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Plombiers, poseurs d'appareils de chauffage, de réfrigération et gicleurs, soudeurs à l'oxygène et à l'électricité, ferblantiers-couvreurs et mécaniciens en isolation d'amiante:

Plumbers, steam-fitters, cooling system fitters, sprinkler fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers, and asbestos insulation mechanics:

Salaires horaires
Zone I Zone II

Hourly rates
Zone I Zone II

Entrepreneurs (service personnel).....	\$ 1.00	\$ 0.90
Contremaîtres	0.80	0.70
Compagnons-seniors	0.70	0.60
Compagnons-juniors	0.55	0.50

Contractors (personal service)...	\$1.00	\$ 0.90
Foremen.....	0.80	0.70
Senior journeymen.....	0.70	0.60
Junior-journeymen.....	0.55	0.50

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) ouvrier par cinq (5) ouvriers rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

An employer shall not pay at the rate fixed for a junior journeyman more than one (1) worker to five (5) others paid the rate of senior journeyman or to a fraction thereof.

Apprentis:	Zone I	Zone II	Apprentices:	Zone I	Zone II
première année.....	\$0.21	\$ 0.21	first year.....	\$0.21	\$ 0.21
deuxième année.....	0.26	0.26	second year.....	0.26	0.26
troisième année.....	0.31	0.31	third year.....	0.31	0.31
quatrième année.....	0.41 ½	0.41 ½	fourth year.....	0.41 ½	0.41 ½
Journaliers.....	0.47	0.42	Common workers.....	0.47	0.42

Dans tous les salaires ci-haut mentionnés, le boni de vie chère a été inclus dans le salaire basique.

Aucun employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti pour chaque compagnon.

b.—Les salariés dont le salaire horaire était plus élevé que les taux mentionnés dans le présent décret lors de la signature du contrat, ne peuvent subir un rajustement défavorable de salaire.

c.—Les salariés doivent être payés toutes les semaines."

2.—L'article IV est abrogé et remplacé par le suivant:

"IV.—*Duration of labour:*—a.—La durée normale du travail pour les salariés assujettis au présent décret est de huit (8) heures par jour les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de quatre (4) heures le samedi avant-midi, formant un total de quarante-quatre (44) heures par semaine. La journée de travail débute à 7.00 a.m.

b.—*Travail supplémentaire:*—Tout salarié qui, les cinq premiers jours de la semaine de travail, fait du travail supplémentaire après 6.00 p.m., doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Tout salarié qui, le samedi, fait du travail supplémentaire entre midi et 6.00 p.m., doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c.—Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail ainsi que le Vendredi-Saint.

d.—Au cas où les salariés doivent travailler ces jours-là, ils doivent être rémunérés à raison de salaire et demi pour les jours de fête et de salaire double pour les dimanches.

e.—Tout travail urgent ou spécial lequel pour des raisons suffisantes, ne peut être exécuté durant la période quotidienne de travail susmentionnée, peut être fait en n'importe quel autre temps de la journée, pourvu que l'on avertisse le Comité paritaire. Ce travail est sujet aux taux réguliers."

In all the above-mentioned wages, the cost-of-living bonus has been included in the basic wage.

No employer shall employ more than one (1) apprentice to each journeyman.

b.—Employees, whose hourly rate was higher than the rates mentioned in the present decree, at the time of the signing of the contract, shall suffer no unfavourable wages readjustment.

c.—The employees shall be paid every week."

2.—Section IV is abrogated and replaced by the following:

"IV.—*Duration of labour:*—a.—The standard duration of labour for employees subject to the present decree shall be of eight (8) hours per day on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday, and of four (4) hours on Saturday in the forenoon, forming a total of forty-four (44) hours per week. The working day will start at 7.00 a.m.

b.—*Overtime:*—Any employee who works overtime after 6.00 p.m., on the five (5) first days of the working week shall be paid at the rate of time and one half.

Any employee who, on Saturday, works overtime between 12.00 o'clock noon and 6.00 o'clock p.m. shall be paid at the rate of time and one half.

c.—No work shall be performed on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Saint John the Baptist's Day, Labour Day and Good Friday.

d.—Should employees be required to work on those days, they shall be paid at the rate of time and one half for feast days, and twice their regular rate for Sundays.

e.—Urgent or special work which for good reasons cannot possibly be performed during the daily working period hereinabove mentioned, may be done at any other time of the day, provided the Parity Committee is notified of the fact. Such work shall be paid for at the regular rates."

7968-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

7968-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Commission du salaire minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

NOTICE

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement, dont le texte suit, adopté par la Commission du salaire minimum le 15 novembre 1944, à l'effet d'abroger le règlement B-4 de ladite Commission, a été approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 4715 du 1er décembre 1944.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following by-law, passed by the Minimum Wage Commission on November 15, 1944, for the purpose as repealing of by-law B-4 of the said Commission, has been approved by Order-in-Council number 4715 of December 1, 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 décembre 1944.

Department of Labour,
Quebec, December 9, 1944.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-4

(Paiement du salaire)

Règlement d'abrogation

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement, ce qui suit, savoir:

1 *Règlement B-4 abrogé*: Le règlement B-4 de la Commission adopté le 27 août 1940, régissant le mode de paiement du salaire, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 6 septembre 1940 par arrêté portant le numéro 3251 et publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 14 septembre 1940, est abrogé.

2 *Entrée en vigueur*: Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce quinzième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-quatre.

Le président, (Signé) FERDINAND ROY,
Le vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les commissaires, " J. A. BOUTHILLETTE,
" B. E. BRAIS.

[Sceau]

Copie conforme,

Le secrétaire général,
J.-E. SIMARD.

7957-0

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-4

(Payment of wages)

Repeal

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present By-law, the following, to wit:

1. *By-law B-4 repealed*: By-law B-4 of the Commission, adopted on August 27, 1940, governing the mode of payment of wages, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 6, 1940, by Order-in-Council No. 3251, and published in the *Quebec Official Gazette* on September 14, 1940, is repealed.

2. *Coming into force*: The present By-law shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Québec, this fifteenth day of the month of November, in the year one thousand nine hundred and forty-four.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" J. A. BOUTHILLETTE,
" B. E. BRAIS, Members.

[Seal]

True copy,

J. E. SIMARD,
General Secretary.

7957-0

Département de l'Instruction publique

No 982-44

Québec, 2 décembre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du premier décembre 1944, de détacher de la municipalité scolaire de St-Jean-de-Brébeuf, dans le comté de Mégantic, les lots 1a et 1b du IIIe Rang du canton de Leeds et de les annexer à la municipalité scolaire d'Inverness, même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1945.

7970-0 Pour le Surintendant,
JOS.-A. PAQUET.

No 856-44.

Québec, 2 décembre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du premier décembre 1944, de former une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Lac St-Charles", dans le comté de Québec. Elle comprendra les lots suivants, tous inclusivement, 889 à 981; 1274 à 1298, 1300, 1301, 1302, 1309 à 1321; 1326 à 1521 du cadastre officiel de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette. Ce territoire est détaché de la municipalité scolaire de Notre-Dame-des-Laurentides.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1945.

7971-0 Pour le Surintendant,
JOS.-A. PAQUET.

Department of Education

No. 982-44

Québec, December 2, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the first of December, 1944, to detach from the school municipality of St-Jean-de-Brébeuf, in the county of Megantic, lots 1a and 1b of range III of the township of Leeds and to annex the same to the school municipality of Inverness, same county.

Said change to take effect on the first of July, 1945.

7970 J. A. PAQUET,
for the Superintendent.

No. 856-44.

Québec, December 2, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the first of December, 1944, to form a separate school municipality, under the name of "Lac St-Charles", in the county of Québec. It will comprise the following lots, all inclusively, 889 to 981; 1274 to 1298; 1300, 1301, 1302, 1309 to 1321; 1326 to 1521 of the official cadastre for Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, said territory is detached from the school municipality of Notre-Dame-des-Laurentides.

Said Order in Council to take effect on the first of July, 1945.

7971 JOS. A. PAQUET,
for the Superintendent.

Département du Travail

Department of Labour

DROIT DE PRÉLÈVEMENT ANNULÉ

REPEAL OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le droit de prélèvement accordé au Comité paritaire de l'industrie de l'aluminium de La Tuque, par l'arrêté-en-conseil numéro 3818, du 12 octobre 1944, a été abrogé et annulé, à toutes fins que de droit, par l'arrêté-en-conseil numéro 4717 du 1er décembre 1944.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy granted to the Parity Committee of the Aluminum Industry of La Tuque, by Order-in-Council number 3818 of October 12th 1944, has been repealed and annulled for all purposes of the Law, by Order-in-Council number 4717, of December 1st 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 décembre 1944. 7951-0

Department of Labour,
Québec, December 9, 1944. 7951-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie de la Broderie dans l'île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 4269, du 14 novembre 1944, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4716 du 1er décembre 1944.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q.) 1941, chapter 163) that the constitution and by-laws of the Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 4269 of November 14th, 1944, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 4716 of December 1st, 1944.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 décembre 1944. 7953-0

Department of Labour,
Québec, December 9th, 1944. 7953-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 522, du 5 février 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4720 du 1er décembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers, formed under decree No. 522, of February 5th, 1940 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 4720 of December 1st, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1945 au 1er janvier 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from January 1st, 1945, to January 1st, 1946; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires qu'ils paient à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages paid to their employees.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$0.55 de l'heure.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages fixed for the journeymen receiving the lowest pay, namely \$0.55 per hour.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of Collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité pari-

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional

taire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district pour la période comprise entre le 1er janvier 1945 et le 1er janvier 1946.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DE TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT Siège social: Trois-Rivières, P.Q.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1945 et le 1er janvier 1946.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 980.00
Cotisations des artisans.....	40.00
Cotisations des salariés.....	980.00
	<u>\$ 2,000.00</u>

Dépenses:

Salaire du secrétaire.....	\$ 60.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité.....	396.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement.....	600.00
Loyer du bureau et téléphone.....	144.00
Frais légaux.....	100.00
Vérification des livres.....	20.00
Papeterie.....	50.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	630.00
	<u>\$ 2,000.00</u>

Le sous-ministre du travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre 1944. 7955-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 4269 du 14 novembre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 4719 du 1er décembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la

employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial Report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers for the period comprised between January 1st, 1945, and January 1st, 1946.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PLUMBERS OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS Corporate seat: Three Rivers.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1945, and January 1st, 1946.

Receipts:

Professional employers' assessments..	\$ 980.00
Artisans' assessments.....	40.00
Employees' assessments.....	980.00
	<u>\$ 2,000.00</u>

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 60.00
Travelling and other expenses of the members of the committee.....	396.00
Inspector, salary and travelling expenses.....	600.00
Office rent and telephone.....	144.00
Legal charges.....	100.00
Audition of books.....	20.00
Stationery.....	50.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.....	630.00
	<u>\$ 2,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 9, 1944. 7955-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 4269 of November 14, 1944, has been authorized by a by-law, approved by Order in Council number 4719 of December 1st, 1944, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

Convention collective (S.R.Q. 1941, ch. 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

I. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 juillet 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 4269.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 4269 doivent également payer au comité paritaire ½ de 1% des sommes gagnées dans la pratique d'un métier régi par le présent décret.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser, au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

II Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

III. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1944, 31 mars 1945 et 30 juin 1945.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité paritaire de l'Industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 18 novembre 1944 et le 31 juillet 1945.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BRODERIE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 18 novembre 1944 et le 31 juillet 1945.

Revenus:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$1,773.75
Cotisations des salariés.....	1,773.75
	\$3,547.50

(R.S.Q. 1941, ch. 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

I. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to July 31st 1945, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree No. 4269.

b) All the artisans subject to decree No. 4269 must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to ½ of 1% of the wages earned for work governed by the present decree.

c) The employees governed by the decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

II. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed by the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requirable.

III. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: December 31st, 1944, March 31st and June 30th, 1945.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal for the period comprised between November 18, 1944 and July 31, 1945, is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE EMBROIDERY INDUSTRY ON THE ISLAND OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 18, 1944 and July 31, 1945.

Income:

Levy upon professional employers.....	\$1,773.75
Levy upon employees.....	1,773.75
	\$3,547.50

<i>Déboursés:</i>	
Salaires.....	\$ 1,950.00
Dépenses d'administration et frais légaux.....	600.00
Inspection.....	390.00
Assemblées.....	187.50
Loyer.....	157.50
Dépenses de bureau (Assu- rance, téléphone, électri- cité, publications, frais de poste, tenue des livres, taxes).....	150.00
Impression et papeterie.....	112.50
	\$3,547.50

Le sous-ministre de Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 décembre, 1944. 7952-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, établi en exécution du décret numéro 3751, du 17 décembre 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4718 du 1er décembre 1944, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 18 décembre 1944 au 18 décembre 1945; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3751 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations et commissions qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les maîtres-barbiers, coiffeurs et coiffeuses travaillant seuls (artisans) régis par ledit décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs revenus basés sur le montant de \$22.00 par semaine (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 3751 doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels, de même que les artisans, doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au bureau du comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même les rémunérations versées à chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir mensuellement eux-mêmes au comité paritaire, en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

<i>Expenditures:</i>	
Salaries.....	\$1,950.00
Administration and legal fees.....	600.00
Inspection.....	390.00
Meetings.....	187.50
Rent.....	157.50
Office Expense (Ins., Tel., light, publications, postage, acc'y, taxes).....	150.00
Printing & Stationary.....	112.50
	\$3,547.50

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 9, 1944. 7952-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties formed under decree number 3751, of December 17, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 4718 of December 1st, 1944, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy shall extend from December 18, 1944, to December 18, 1945; such levy shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the list of wages, bonuses, allocations and commissions paid to their employees governed by the said decree.

b) The master barbers, hairdressers—male and female, working alone (artisans), governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their receipts based upon the amount of \$22.00 per week (minimum wages fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree number 3751 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall send their assessments every month to the office of the Parity Committee.

The professional employers shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same themselves every month, to the Parity Committee, together with their own assessments.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the required information, he shall be served with a five days' notice compelling him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1945.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, pour la période se terminant le 18 décembre 1945.

COMITÉ CONJOINTS DES MAÎTRES ET EMPLOYÉS BARBIERS, COIFFEURS ET COIFFEUSES DES COMTÉS DE JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION ET MONTCALM.

État des recettes et des dépenses probables pour la période comprise entre le 18 décembre 1944 et le 18 décembre 1945.

Recettes:

Cotisations: (1/2 de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$ 200.00
Artisans.....	800.00
Salariés.....	200.00
	<hr/>
	\$ 1,200.00

Déboursés:

Salaires de l'inspecteur.....	\$ 520.00
Frais de voyage de l'inspecteur.....	300.00
Frais de déplacement des membres du comité paritaire.....	140.00
Frais de bureau.....	120.00
Frais d'audition.....	20.00
Frais judiciaires.....	100.00
	<hr/>
	\$ 1,200.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre 1944. 7954-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), qu'une requête lui a été présentée par "Champlain Leather Company Limited" de Québec, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 523, du 5 février, 1940, et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 9 décembre 1944. 7956-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q.,

3. Financial report

In conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1945.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Barbers and Hairdressers of Joliette, Berthier, l'Assomption and Montcalm counties for the period ending December 18th, 1945.

JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF JOLIETTE, BERTHIER, L'ASSOMPTION AND MONTCALM COUNTIES.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between December 18th, 1944 and December 18th, 1945.

Receipts:

Assessments: (1/2 of 1%)	
Professional employers.....	\$ 200.00
Artisans.....	800.00
Employees.....	200.00
	<hr/>
	\$ 1,200.00

Disbursements:

Inspector's salary.....	\$ 520.00
Inspector's travelling expenses.....	300.00
Committee members' travelling expenses.....	140.00
Office expenses.....	120.00
Audition fees.....	20.00
Legal charges.....	100.00
	<hr/>
	\$ 1,200.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, December 9, 1944. 7954-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, Chapter 163), that a request has been presented to him by "Champlain Leather Company Limited" of Québec, to be treated as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the tanners and curriers in the Province of Québec, rendered obligatory by the decree number 523, of February 5, 1940, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, December 9, 1944. 7956-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter

1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, qu'il a l'intention de recommander l'approbation de la modification suivante au décret numéro 3365, du 9 septembre 1944, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec:

Que le paragraphe "c" de l'article IX soit remplacé par le suivant:

"Cependant, dans les petits établissements, il sera loisible, suivant entente entre l'employeur et l'employé, de prendre ces vacances en deux semaines différentes, soit les trois premiers jours de la semaine, à condition que copie de cette entente soit déposée au bureau du Comité paritaire pour fins de contrôle. La rémunération de l'employé pour les trois derniers jours de travail suivant chaque demi-semaine de congé sera conforme à celle d'un employé surnuméraire tel que déterminé au sous-paragraphe 5 du paragraphe "a" de l'article VI du présent décret; durant ces deux demi-semaines de vacances, l'employé n'aura pas droit au congé hebdomadaire stipulé à l'article X."

Durant les trente jours, à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite modification.

Le sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 9 décembre 1944.

7969-0

163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to decree number 3365, of September 9, 1944, relating to the barber and male and female hairdresser trades in the district of Quebec:

That subsection "c" of section IX be replaced by the following:

"However, in small establishments, it is permissible, in accordance with an understanding between the employer and employee, to take such holidays in two different weeks, on the three first days of the week, on the condition that a copy of such agreement is sent to the office of the Parity Committee for verification purposes. The employee's wages for the three last working days following each half-week's holidays shall be equal to those of supernumerary employees as determined in paragraph 5 of subsection "a" of section VI of the present decree; during these two half-week's holidays, the employee shall not be entitled to the weekly holiday stipulated in section X."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive any objections which the interested parties may wish to set forth against the said amendment.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 9, 1944.

7969-0

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 31 août 1944.

M. Jean-Robert Beaudoin, membre du Barreau de la Province, de Québec: conseil en loi du Roi.

Québec, 9 novembre 1944.

MM. J.-C. Samson, de Coaticook; Antoine Cimon, de La Malbaie; Philippe Lamarre, pratiquant à Montréal et résidant à Longueuil; Philippe Rousseau, de Montmagny; Jean Casgrain, F. G. Coffin, Joseph-P. Lamarche et Roland Lamarre, tous quatre de Montréal; Lucien Lortie, de Québec et Roland Dugré, de Sherbrooke, tous membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 octobre 1944.

M. Hermas Cardin, notaire, de Granby: registraire de la division d'enregistrement de Bagot.

Québec, 19 octobre 1944.

M. Édouard Rivard, avocat à Montréal: secrétaire de la Commission des liqueurs, à Montréal.

M. Marcel Pelland, 7256 rue Christophe Colomb, Montréal: professeur au cours de menui-

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, August 31st, 1944.

Mr. Jean-Robert Beaudoin, member of the Bar of the Province of Quebec: King's Counsel.

Quebec, November 9th, 1944.

Messrs. J.-C. Samson, of Coaticook; Antoine Cimon, of La Malbaie; Philippe Lamarre, practising at Montreal and residing at Longueuil; Philippe Rousseau, of Montmagny, Jean Casgrain, F. G. Coffin, Joseph P. Lamarche and Roland Lamarre, all four of Montreal; Lucien Lortie of Quebec, and Roland Dugré, of Sherbrooke, all members of the Bar of the Province: King's Counsels.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, October 12th, 1944.

Mr. Hermas Cardin, notary, of Granby: to be Registrar of the Registration Division of Bagot.

Quebec, October 19th, 1944.

Me. Édouard Rivard, advocate, at Montreal: to be Secretary of the Liquor Commission, at Montreal.

Mr. Marcel Pelland; 7256 Christophe Colomb street, Montreal: to be professor of the course in

serie au Centre d'initiation artisanale de St-Jean, à compter du 16 octobre 1944.

Québec, 26 octobre 1944.

MM. Raymond Constant, commis, et Raoul St-Denis, gérant, tous deux de Vaudreuil: nommés pour agir conjointement, sous le nom de Constant et St-Denis, en qualité de registraire de la division d'enregistrement de Vaudreuil, à compter du 15 novembre 1944.

M. J.-Roch Thibault, de Ste-Anne-des-Monts: registraire de la division d'enregistrement de Ste-Anne-des-Monts, à compter du 15 novembre 1944.

M. Jean-Paul Lefebvre, 229, 2ième rue, Port-Alfred: professeur en charge et professeur d'atelier et de théorie à l'École d'Arts et Métiers de Port-Alfred, à compter du 1er septembre 1944.

M. David Trudel, notaire, de Laprairie: registraire de la division d'enregistrement de Laprairie, à compter du 10 novembre 1944.

M. J.-Victor Léonard, notaire, de Saint-Jérôme: registraire de la division d'enregistrement de Terrebonne, à compter du 15 novembre 1944.

Québec, 3 novembre 1944.

M. André-A. Lévesque, d'Amqui: greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Matapédia, à Amqui, à compter du 16 novembre 1944.

M. F.-O.-T. Lamarche, de Berthierville: registraire de la division d'enregistrement de Berthier, à compter du 16 novembre 1944.

M. J.-P.-Émile Dessureault, de Grand'Mère: greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat pour le district électoral de Champlain, à Grand'Mère, à compter du 15 novembre 1944.

Québec, 9 novembre 1944.

M. Wilbert B. Doubleday, du Ministère fédéral des Transports, stationné à Port Harrison: nommé, concurremment avec les autres personnes qui sont ou qui pourront dans la suite être nommées, pour les territoires d'Abitibi, d'Ashuanipi, de Mistassini et du Nouveau Québec: A—juge de paix ayant les pouvoirs de deux juges de paix, tel que prévu aux articles 22 et 27 de la Loi de la division territoriale, chapitre 3 des Statuts refondus de Québec, 1941, et 360 de la Loi des tribunaux judiciaires, chapitre 15, des Statuts refondus de Québec, 1941: B—coroner.

M. Émile Merizzi, avocat, de Napierville: registraire de la division d'enregistrement de Napierville, à compter du 1er décembre 1944.

M. Joseph Pagé, médecin, de Saint-Benoît, comté de Deux-Montagnes: coroner conjoint du district judiciaire de Terrebonne, avec juridiction seulement sur le district électoral de Deux-Montagnes, à compter du 15 novembre 1944.

M. Oscar Choinière, médecin, de Granby: coroner conjoint pour le district de Bedford, avec juridiction seulement sur le district électoral de Shefford, à compter du 15 novembre 1944.

M. Roland Provencher, avocat, de Victoriaville: protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit, greffier de la Cour de magistrat, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district d'Arthabaska, à compter du 1er décembre 1944.

M. Louis Lecomte, instituteur, de la cité de Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispo-

carpentry at the "Centre d'initiation artisanale de St-Jean", from and after October 16th, 1944.

Quebec, October 26th, 1944.

Messrs. Raymond Constant, clerk, and Raoul St-Denis, manager, both of Vaudreuil: appointed to act jointly, under the name of Constant et St-Denis, in quality of Registrar of the Registration Division of Vaudreuil, from and after November 15th, 1944.

Mr. J. Roch Thibault, of Ste-Anne-des-Monts: to be Registrar of the Registration Division of Ste-Anne-des-Monts, from and after November 15th, 1944.

Mr. Jean-Paul Lefebvre, 229, 2nd street, Port-Alfred: to be professor in charge and studio and theory professor of the Arts and Crafts School of Port-Alfred, from and after September 1st, 1944.

Mr. David Trudel, notary of Laprairie: to be Registrar of the Registration Division of Laprairie, from and after November 10th, 1944.

Mr. J. Victor Léonard, notary, of Saint-Jérôme: to be Registrar of the Registration Division of Terrebonne, from and after November 15th, 1944.

Quebec, November 3rd, 1944.

Mr. André-A. Lévesque, of Amqui: to be clerk of the Magistrate's Court of the electoral district of Matapédia, at Amqui, from and after November 16th, 1944.

Mr. F.-O.-T. Lamarche, of Berthierville to be Registrar of the Registration Division of Berthier, from and after November 16th, 1944.

Mr. J.-P. Émile Dessureault, of Grand'Mère: to be clerk of the Circuit Court, and clerk of the Magistrate's Court of the electoral district of Champlain, at Grand'Mère, from and after November 15th, 1944.

Quebec, November 9th, 1944.

Mr. Wilbert B. Doubleday, of the Federal Department of Transport, stationed at Port Harrison: appointed, concurrently with other persons who are or may in future be appointed for the territories of Abitibi, Ashuanipi, Mistassini and New Quebec: A—Justice of the Peace having the powers of two Justices of the Peace, as provided by sections 22 and 27 of the Territorial Division Act, chapter 3 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and 360 of the Courts of Justice Act, chapter 15, Revised Statutes of Quebec, 1941: B—Coroner.

Mr. Émile Merizzi, advocate, of Napierville: to be registrar for the Registration Division of Napierville, as from the 1st of December, 1944.

Mr. Joseph Pagé, physician, of Saint-Benoit, county of Two Mountains: to be joint coroner for the judicial district of Terrebonne, with jurisdiction over the electoral district of Two Mountains only, as from the 15th November, 1944.

Mr. Oscar Choinière, physician, of Granby: to be joint coroner for the district of Bedford, with jurisdiction over the electoral district of Shefford only, as from the 15th November, 1944.

Mr. Roland Provencher, advocate of Victoriaville: to be Prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court, Clerk of the Crown and Clerk of the Peace for the district of Arthabaska, as from the 1st of December, 1944.

Mr. Louis Lecomte, teacher, of the city of Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

sitions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Eusèbe Fortin, marchand, de Saint-Urbain, comté de Charlevoix: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Louis-Napoléon Désilets, agent, de Ste-Angèle-de-Laval: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Nicolet, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Eugène Lambert, Arcade St-Arneault, marchands, Edmond Gagnon, industriel, et Raoul Chamberland, gérant, tous quatre de La Sarre; Albany Beaudoin, Eudore Rochette, marchands, et Uldéric Marcotte, cultivateur, tous trois de Dupuy; Honoré Carrier, marchand, et Henri Bergeron, industriel, ces deux derniers de Macamic: adjoints à la Commission de la paix pour le district judiciaire d'Abitibi

MM. Alex. Robitaille, 175, 11^{ème} rue, et Conrad St-Cyr, 484, 3^{ème} Avenue, tous deux inspecteurs du Comité paritaire d'alimentation, de la cité de Québec: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Roland L'Hebreux, de Québec, et J.-G. Belliveau, de Montréal, respectivement secrétaires du bureau des examinateurs-mécaniciens en tuyauterie de Québec et de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Joseph Poiré, médecin, de Macamic: coroner conjoint pour le district d'Abitibi, avec juridiction seulement sur le district électoral d'Abitibi-Ouest, à compter du 15 novembre 1944.

Québec, 14 novembre 1944.

M. J.-D. Robitaille, médecin, de St-Léon-de-Standon: coroner conjoint pour le district de Beauce, avec juridiction sur tout le district de Beauce, moins cette partie du district électoral de Frontenac, qui se trouve dans le district judiciaire de Beauce.

Québec, 16 novembre 1944.

M. Maurice Foisy, de Rivière-du-Loup: registraire de la division d'enregistrement de Témiscouata.

M. Joseph-Doria Audet, pressier, 2278 rue Panet, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Xavier Castonguay, boulanger, de Ste-Louise, comté de L'Islet: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. André Gagnon, B.S.A., chef du service agronomique au département de la colonisation, de Québec: juge de paix aux fins de recevoir le ser-

pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Eusèbe Fortin, merchant, of Saint-Urbain, county of Charlevoix: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Louis-Napoléon Désilets, agent, of Ste-Angèle-de-Laval: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Nicolet, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Eugène Lambert, Arcade St-Arneault, merchants, Edmond Gagnon, manufacturer, and Raoul Chamberland, manager, all four of La Sarre; Albany Beaudoin, Eudore Rochette, merchants, and Uldéric Marcotte, farmer, all three of Dupuy; Honoré Carrier, merchant, and Henri Bergeron, manufacturer, these two latter of Macamic: to be Peace Commissioners for the judicial district of Abitibi.

Messrs. Alex. Robitaille, 175 11th street, and Conrad St-Cyr, 484 3rd avenue, both inspectors for the Joint Committee of Food Industrie, of the city of Quebec; to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Roland L'Hebreux, of Quebec, and J. G. Belliveau, of Montreal, respectively secretaries of the board of examiners of pipe mechanics of Quebec and of Montreal: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Joseph Poiré, physician, of Macamic: to be joint coroner for the district of Abitibi, with jurisdiction over the electoral district of Abitibi-West only, as from the 15th of November, 1944.

Quebec, November 14, 1944.

Mr. J. D. Robitaille, physician, of St-Léon-de-Standon: to be joint coroner for the district of Beauce, with jurisdiction over the whole district of Beauce, less that part of the electoral district of Frontenac which lies in the judicial district of Beauce.

Quebec, November 16, 1944.

Mr. Maurice Foisy, of Rivière-du-Loup: to be registrar for the Registration Division of Témiscouata.

Mr. Joseph-Doria Audet, pressman, 2278 Panet street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Xavier Castonguay, baker, of Ste-Louise, county of L'Islet: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montmagny, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. André Gagnon, B.A.S., Chief of Agronomic Branch, Department of Colonization, of Quebec: to be Justice of the Peace for the pur-

ment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Marie-Antoine Lévesque, technicien à la radio, de Mont-Joli: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Rimouski.

M. Louis-Philippe Pelletier, marchand, de Ste-Anne-des-Monts: adjoint à la Commission de la paix pour le district judiciaire de Gaspé.

MM. L.-O. Roy et Léon-Thomas Lepage, marchands, tous deux de Ste-Anne-des-Monts: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 23 novembre 1944.

MM. J.-Élie Maltais, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Joseph-d'Alma, comté Lac St-Jean: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval; J.-H. Aubé, inspecteur de la même Commission, de Berthierville, Qué.: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, et Stanislas Larouche, inspecteur spécial de la même Commission, 3925 rue Ste-Catherine Est, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal. Les trois juges de paix nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. John W. Foster, de Cawood, comté de Pontiac: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).
7950-0

N° 1621-el

Québec, 2 décembre 1944.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil par arrêté ministériel en date du 1er décembre 1944, de nommer monsieur Séverin Francœur, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de St-Séverin.

Pour le Surintendant,
JOS.-A. PAQUET.

7972-0

pose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Marie Antoine Lévesque, radio technician, of Mont-Joli: to be Peace Commissioner for the judicial district of Rimouski.

Mr. Louis-Philippe Pelletier, merchant, of Ste-Anne-des-Monts: to be Peace Commissioner for the judicial district of Gaspé.

Messrs. L. O. Roy and Léon Thomas Lepage, merchants, both of Ste-Anne-des-Monts: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, November 23, 1944.

Messrs. J. Élie Maltais, inspector for the Old Age Pension Board, of St-Joseph-d'Alma, county of Lake St. John: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Roberval; J. H. Aubé, inspector of the same Board, of Berthierville, Que.: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette, and Stanislas Larouche, special inspector of the same Board, 3925 St. Catherine street, East, Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal. The three Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such to administer the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. John W. Foster, of Cawood, county of Pontiac: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).
7950

No. 1621-el

Quebec, December 2, 1944.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated December 1st, 1944, to appoint Mr. Séverin Francœur School Commissioner for the school municipality of St-Séverin.

JOS. A. PAQUET,
for the Superintendent.

7972

Index de la Gazette officielle de Québec, No 49

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Guitard vs Pearson 2543

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:

4721—Métiers de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières 2558

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2531

AVIS DIVERS:

American Paper Box Co. Limited (directeurs) 2540

Index of the Quebec Official Gazette, No. 49

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Guitard vs Pearson 2543

ORDER-IN-COUNCIL:

4721—Pipe-mechanic and tinsmith-roofer trades in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières 2558

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2531

MISCELLANEOUS NOTICES:

American Paper Box Co. Limited (directors) 2540

Authier, com. scol. (tirage d'obligations)	2543	Authier, school comm. (drawing of bonds)	2543
Chandler, village de (barrage)	2540	Chandler, village of (dam)	2540
La Cie de Développement de Victoriaville Limitée — Victoriaville Development Company Limited (directeurs)	2543	Victoriaville Development Company Li- mited—La Cie de Développement de Victoriaville Limitée (directors)	2543
La Cie Gagnon Limitée (directeurs)	2540	La Cie Gagnon Limitée (directors)	2540
Mortgage and Discount Corporation of Canada (directeurs)	2539	Mortgage and Discount Corporation of Canada (directors)	2539
Syndicat National des Employés du Com- merce de Gros de Chicoutimi (for- mation)	2543	Syndicat National des Employés du Com- merce de Gros de Chicoutimi (for- mation)	2543
Québec-Ouest, ville (règlements)	2541	Quebec-West, town (by-laws)	2541
CHARTRE—ABANDON DE:		CHARTER—SURRENDER OF:	
Coronet Club Corporation	2544	Coronet Club Corporation	2544
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:		MINIMUM WAGE COMMISSION:	
Règlement B-4 (abrogation)	2559	By-Law B-4 (repeal)	2559
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Longtin, Roger, <i>et al.</i>	2545	Longtin, Roger, <i>et al.</i>	2545
Moscovitch, Marcus-H., <i>et al.</i>	2544	Moscovitch, Marcus-H., <i>et al.</i>	2544
Pelletier, Urville-Hilaire <i>et vir, et al.</i>	2544	Pelletier, Urville-Hilaire <i>et vir, et al.</i>	2544
The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec	2544	The Churches of the Nazarene of the Province of Quebec	2544
DÉPARTEMENTS—Avis des:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société Coopérative Agricole du Haut du 4e Rang	2545	Société Coopérative Agricole du Haut du 4e Rang	2545
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Inverness, munic. scol.	2560	Inverness, school munic.	2560
Lac St-Charles, munic. scol.	2560	Lac St-Charles, school munic.	2560
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Paroisse Notre-Dame-de-Québec	2545	Parish Notre-Dame-de-Québec	2545
Canton de Rouyn	2545	Township of Rouyn	2545
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint des maîtres et employés barbiers, coiffeurs et coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomp- tion et Montcalm (prélèvement)	2564	Joint Committee of Barbers and Hair- dressers of Joliette, Berthier, l'As- somp-tion and Montcalm Counties (levy)	2564
Comité paritaire de l'industrie de l'Alu- minium de La Tuque (prélèvement annulé)	2561	Parity Committee of the Aluminum In- dustry of La Tuque (Repeal of levy)	2561
Comité paritaire de l'industrie de la bro- derie de l'Île de Montréal (prélèvement)	2562	Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal (levy)	2562
Comité paritaire de l'industrie de la bro- derie de l'Île de Montréal (approba- tion)	2561	Parity Committee of the Embroidery Industry on the Island of Montreal (approval)	2561
Comité paritaire des plombiers de Trois- Rivières et district (prélèvement)	2561	Parity Committee of Plumbers of Trois- Rivières and district (levy)	2561
Métier de barbiers, coiffeurs et coiffeuses dans la région de Québec (modifica- tion)	2565	Barber and male and female Hairdressers trades in the district of Quebec (mo- dification)	2565
Tanneries et Corroieries dans la Province	2565	Tanners and Curriers in the Province	2565
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Appel Textiles Ltd.	2532	Appel Textiles Ltd.	2532
Belmont Juniors' Corporation	2533	Belmont Juniors' Corporation	2533
Durable Industries Limited	2533	Durable Industries Limited	2533
Eight to Fourteen Incorporated	2534	Eight to Fourteen Incorporated	2534
Elman-Rapkin Inc.	2534	Elman-Rapkin Inc.	2534
Fit-Rite Tailors, Incorporated	2534	Fit-Rite Tailors, Incorporated	2534
Frank Roncarelli, Inc.	2535	Frank Roncarelli, Inc.	2535
Gilmour Toy Manufacturing Company, Incorporated	2535	Gilmour Toy Manufacturing Company, Incorporated	2535

H. & J. Willit Co. Ltd.....	2536	H. & J. Willit Co. Ltd.....	2536
Laurentide Novelty Co. Ltd.....	2536	Laurentide Novelty Co. Ltd.....	2536
Local Salvage Corporation.....	2536	Local Salvage Corporation.....	2536
Maisonneuve Coupons Ltd.....	2537	Maisonneuve Coupons Ltd.....	2537
Material & Supply Company Limited.....	2537	Material & Supply Company Limited.....	2537
Mutual Steel and Metals Corporation.....	2538	Mutual Steel and Metals Corporation.....	2538
Norman Investment Corporation.....	2539	Norman Investment Corporation.....	2539
Snowdon Garage Inc.....	2538	Snowdon Garage Inc.....	2538
St. Louis Fashions Inc.....	2539	St. Louis Fashions Inc.....	2539

MINUTES DE NOTAIRES:

François Samuel MacKay.....	2546
Jean-Paul Bonin.....	2546
Jeannotte, Joseph-Édouard.....	2546

NOTARIAL MINUTE:

François Samuel MacKay.....	2546
Jean-Paul Bonin.....	2546
Jeannotte, Joseph-Édouard.....	2546

NOMINATIONS:

Commissaire d'écoles.....	2569
Diverses.....	2566

APPOINTMENTS:

School Commissioner.....	2569
Miscellaneous.....	2566

PROCLAMATION:

Scrutin dans la cité de Thetford Mines relatif à la Loi de Tempérance du Canada.....	2546
---	------

PROCLAMATION:

Poll in the City of Thetford Mines relative to the Canada Temperance Act.....	2546
---	------

VENTE PAR LICITATION:

Barbeau vs Barbeau <i>et al.</i>	2548
--	------

SALE BY LICITATION:

Barbeau vs Barbeau <i>et al.</i>	2548
--	------

VENTES POUR TAXES:

Chicoutimi, cité.....	2551
St-Laurent, ville.....	2550
Ste-Lucie-de-Beauregard, munic.....	2550

SALES FOR TAXES:

Chicoutimi, City.....	2551
St-Laurent, town.....	2550
Ste-Lucie-de-Beauregard, munic.....	2550

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Deschenes vs Charette.....	2552
----------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

Deschenes vs Charette.....	2552
----------------------------	------

Chicoutimi:

Girard vs Gagnon <i>et al.</i>	2552
--------------------------------------	------

Chicoutimi:

Girard vs Gagnon <i>et al.</i>	2552
--------------------------------------	------

Joliette:

Lemieux vs Massicotte.....	2552
Perrault <i>et al</i> vs Beauséjour.....	2553

Joliette:

Lemieux vs Massicotte.....	2552
Perrault <i>et al</i> vs Beauséjour.....	2553

Kamouraska:

Lévesque vs Héritiers de Malvina Ouellet.....	2553
---	------

Kamouraska:

Lévesque vs Heirs of Malvina Ouellet.....	2553
---	------

Montmagny:

Audet vs Roger.....	2553
---------------------	------

Montmagny:

Audet vs Roger.....	2553
---------------------	------

Montréal:

Beaudoin vs Weiser <i>et al.</i>	2554
Bélanger vs Litofsky.....	2555
Boisselle vs Leclerc <i>et al.</i>	2554
Commissaire d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine vs Argyle Investment Ltd.....	2556
Moreau vs Légaré.....	2555
Royal Trust Co. vs Archambault.....	2557
Star Finance Corporation vs Léonard.....	2556
Vauchesteing vs Vauchesteing <i>et al.</i>	2556

Montréal:

Beaudoin vs Weiser <i>et al.</i>	2554
Bélanger vs Litofsky.....	2555
Boisselle vs Leclerc <i>et al.</i>	2554
School Commissioners for the municipality of the city of Lachine vs Argyle Investment Ltd.....	2556
Moreau vs Légaré.....	2555
Royal Trust Co. vs Archambault.....	2557
Star Finance Corporation vs Léonard.....	2556
Vauchesteing vs Vauchesteing <i>et al.</i>	2556

